

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF, DES DIRIGEANTS, DES BUREAUX CENTRAUX DES MINISTÈRES ET DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

Données au 31 mars 2006

DOCUMENTS



© CCNQ, Les Photographes KEDL

**PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF,
DES DIRIGEANTS, DES BUREAUX CENTRAUX
DES MINISTÈRES ET DES SIÈGES SOCIAUX
DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

Données disponibles au 31 mars 2006

Commission de la capitale nationale du Québec

Janvier 2008

NOTE AU LECTEUR

Au sein du gouvernement du Québec, deux organismes procèdent à la production de données statistiques sur l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux québécois. Le Secrétariat du Conseil du trésor publie une étude annuelle intitulée *L'effectif de la fonction publique du Québec* et, dans le cadre de la présentation des crédits budgétaires annuels, un portrait de l'effectif des ministères et des organismes budgétaires. Quant à la Commission de la capitale nationale du Québec, elle publie une étude bisannuelle intitulée *Profil de localisation de l'effectif, des dirigeants, des bureaux centraux des ministères et des sièges sociaux des organismes gouvernementaux*.

Les univers de référence de ces productions statistiques diffèrent, ce qui explique les différences dans les résultats finaux de chaque étude. Il faut, en conséquence, les traiter avec circonspection. Vous trouverez ci-bas un bref descriptif de chacun de ces univers.

Publications du Secrétariat du Conseil du trésor :

L'effectif de la fonction publique du Québec

L'univers de référence utilisé par le Secrétariat du Conseil du trésor comprend les employés réguliers et occasionnels, les étudiants et les stagiaires ainsi que le personnel de la haute direction faisant partie des ministères et des organismes dont le personnel est assujéti à la Loi sur la fonction publique. Cet univers correspond à 67 535 équivalents temps complet (ETC)¹ utilisés en 2005-2006 pour un total de 76 ministères et organismes².

L'effectif du secteur budgétaire de la fonction publique du Québec

L'univers de référence utilisé par le secrétariat du Conseil du trésor dans le cadre de la présentation des crédits budgétaires comprend également du personnel non assujéti à la Loi sur la fonction publique de certains ministères et organismes budgétaires. Cet univers fait état d'une population de 73 290 ETC utilisés pour l'année 2005-2006, en excluant les étudiants et les stagiaires³.

Publication de la Commission de la capitale nationale du Québec :

Le profil de localisation de l'effectif des dirigeants, des bureaux centraux des ministères et des sièges sociaux des organismes gouvernementaux

Le profil réalisé par la Commission de la capitale nationale du Québec repose quant à lui sur un univers de référence élargi qui comprend les employés réguliers et occasionnels de l'ensemble des ministères et organismes, dont notamment les sociétés d'État, qu'ils soient assujéttis ou non à la Loi sur la fonction publique ou à la Loi sur l'administration financière. Au 31 mars 2006, cet univers correspond à 119 194 ETC utilisés pour un total de 156 ministères et organismes.

¹ L'équivalent temps complet (ETC) se définit comme le rapport entre le traitement versé à une personne pendant l'année financière et le traitement annuel prévu à son classement. Le nombre d'ETC traduit donc le niveau de main d'œuvre rémunérée dans une année financière. Par exemple, l'ETC d'une personne qui occupe un emploi à temps complet et qui travaille toute l'année équivaut à 1.

² Source : Secrétariat du Conseil du trésor. *L'effectif de la fonction publique du Québec 2005-2006*, 2007, p.8. Afin de comparer les univers de référence du Secrétariat du Conseil du trésor et celui de la Commission de la capitale nationale du Québec, nous avons regroupé les 20 fonds listés par le Secrétariat en un seul organisme comme c'est le cas dans l'étude de la Commission.

³ Source : Secrétariat du Conseil du trésor. *L'effectif de la fonction publique du Québec 2005-2006*, 2007, p.5.

Document réalisé par la Direction de l'aménagement et de l'architecture

Recherche et rédaction

Philippe Plante, urbaniste, Direction de l'aménagement et de l'architecture
Commission de la capitale nationale du Québec

Révision linguistique

Marichel Guay, Direction de la promotion et des communications
Commission de la capitale nationale du Québec

Graphisme et infographie

Impression

ISBN 978-2-550-52329-1

Dépôt légal – 2008

Bibliothèque nationale du Québec

Bibliothèque nationale du Canada

Dans la présente publication, le générique masculin est employé uniquement dans le but d'alléger le texte.

AVANT-PROPOS

L'article 15 de la Loi sur la Commission de la capitale nationale (L.R.Q., c. 33.1) stipule notamment que la Commission de la capitale nationale du Québec a le mandat de conseiller le gouvernement du Québec sur la localisation des bureaux et de l'effectif du gouvernement, de ses ministères et de tout organisme gouvernemental. Le présent profil est un des instruments dont se sert la Commission pour mesurer la présence des institutions de l'État dans la capitale nationale, définir le contexte dans lequel cette présence institutionnelle évolue et établir les conditions de son développement.

Pour réaliser ce profil, la Commission effectue tous les deux ans un relevé de la localisation de l'effectif, des dirigeants, des bureaux centraux des ministères et des sièges sociaux des organismes gouvernementaux, incluant notamment les sociétés d'État. C'est un état de situation, au 31 mars de chaque année d'enquête, qui permet de suivre l'évolution quantitative de l'effectif gouvernemental entre Québec, Montréal et les autres régions.

Comme l'indiquent les notes méthodologiques, l'étude ne recense pas le personnel ni les activités politiques. Elle n'analyse pas les politiques d'embauche des ministères et des organismes en regard de la répartition de leur personnel entre Québec, Montréal et les autres régions; elle ne considère pas non plus que certains employés, surtout dans la haute administration, peuvent partager leur temps de travail entre des bureaux situés à Québec, à Montréal et dans les autres régions.

La Commission tient à remercier le personnel des organismes gouvernementaux, du Secrétariat du Conseil du trésor et du ministère du Conseil exécutif qui ont collaboré, d'une façon ou d'une autre, à la préparation de la présente étude.

TABLE DES MATIERES

Sommaire des résultats	8
1. INFORMATION MÉTHODOLOGIQUE	11
1.1 Sources des données	12
1.2 Univers statistique	12
1.3 Démarche	13
1.4 Comparabilité des données dans le temps	13
2. PORTRAIT DE L'EFFECTIF	14
2.1 Répartition géographique de l'effectif	15
2.2 Répartition géographique de l'effectif selon le statut d'emploi	15
2.3 Répartition géographique de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux	18
2.4 Répartition géographique de l'effectif selon certains corps d'emploi	20
2.4.1 Répartition géographique des sous-ministres	20
2.4.2 Répartition géographique du personnel de haute direction	21
2.4.3 Répartition géographique de l'ensemble du personnel d'encadrement	22
2.5 Évolution de la répartition géographique de l'effectif	23
3. BUREAUX CENTRAUX DES MINISTÈRES ET SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX	28
3.1 Répartition géographique des bureaux centraux des ministères	29
3.2 Répartition géographique des sièges sociaux des organismes gouvernementaux	29
3.3 Répartition géographique des sièges sociaux des organismes dont le rayonnement est national	30
3.4 Évolution de la répartition géographique de l'ensemble des sièges sociaux des organismes gouvernementaux	32

ANNEXES		36
Annexe 1	Questionnaire – Relevé de l’effectif des organismes gouvernementaux au 31 mars 2006	37
Annexe 2	Profil de localisation de l’effectif des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2006	38
Annexe 3	Profil de localisation du personnel d’encadrement (ministères et organismes) et des sièges sociaux (organismes) au 31 mars 2006	47
Annexe 4	Profil de localisation des sièges sociaux des organismes gouvernementaux dont le rayonnement est national au 31 mars 2006	56
Annexe 5	Modifications introduites dans la liste des organismes gouvernementaux entre le 31 mars 2004 et le 31 mars 2006	62
Annexe 6	Profil de localisation de l’effectif des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2006 (par ordre alphabétique)	63
LISTE DES FIGURES		71
LISTE DES TABLEAUX		72

SOMMAIRE DES RÉSULTATS

Effectif des ministères et des organismes gouvernementaux

Évolution et répartition de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux du 31 mars 1996 au 31 mars 2006 (en nombre)

Territoire	Année						Variation 1996-2006 (en nbre)
	1996 (en nbre)	1998 (en nbre)	2000 (en nbre)	2002 (en nbre)	2004 (en nbre)	2006 (en nbre)	
Ville de Québec	34 205	32 242	34 562	36 611	39 124	39 429	5 224
Ville de Montréal	30 593	29 383	30 383	32 089	35 238	35 514	4 921
Autres régions	39 574	37 503	40 245	43 369	43 215	44 251	4 677
Le Québec	104 372	99 128	105 190	112 069	117 577	119 194	14 822

Source : Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2006.

Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2006.

Au 31 mars 2006, comparativement au 31 mars 2004, l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux a connu une hausse de 1 617 employés, soit 1,4 %.

L'augmentation de l'effectif a été plus forte dans les autres régions (1 036 employés [2,4 %]) qu'à Québec (305 employés [0,8 %]) ou à Montréal (276 employés [0,8 %]). Cette hausse se distribue de manière équilibrée dans plusieurs ministères, dont celui de la Justice, dans certaines grandes sociétés d'État comme Hydro-Québec et dans d'autres organismes la Société des établissements de plein air du Québec.

Une comparaison du volume de l'ensemble de l'effectif entre 1996 et 2006 montre une hausse de l'effectif total, qui passe de 104 372 à 119 194 employés, soit une augmentation de 14 822 (14,2 %). **La ville de Québec a enregistré une augmentation de 5 224 employés (15,3 %)** et la ville de Montréal a connu une hausse de 4 921 employés (16,1 %). Le nombre d'employés dans les autres régions a pour sa part augmenté de 4 677 (11,8 %).

Personnel d'encadrement

Évolution et répartition du personnel d'encadrement des ministères et des organismes gouvernementaux du 31 mars 2004 au 31 mars 2006

Territoire	2004		2006		Variation 2004-2006	
	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)
Ville de Québec	2 534	33,4	2 619	32,7	85	3,4
Ville de Montréal	2 321	30,5	2 460	30,7	139	6,0
Autres régions	2 743	36,1	2 937	36,6	194	7,1
Le Québec	7 598	100	8 015	100	418	5,5

Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2006 (données sources pour les ministères).

Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2006.

Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2006.

En 2006, par rapport à 2004, le personnel d'encadrement¹ a augmenté de 417 personnes (5,5 %), passant de 7 598 à 8 015 employés. **Il a augmenté de 194 (7,1 %) dans les autres régions, de 139 personnes (6,0%) à Montréal et de 85 (3,4%) à Québec.** Certains ministères et organismes, comme le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, le ministère de la Sécurité publique, le ministère du Revenu, Hydro-Québec ou la Commission de la construction du Québec réunissaient une partie importante de leur personnel d'encadrement sur le territoire de la ville de Montréal.

Sièges sociaux des organismes gouvernementaux

Évolution et répartition des sièges sociaux des organismes gouvernementaux du 31 mars 1996 au 31 mars 2006 (en nombre)

Territoire	Année						Variation 1996-2006
	1996 (en nbre)	1998 (en nbre)	2000 (en nbre)	2002 (en nbre)	2004 (en nbre)	2006 (en nbre)	
Ville de Québec	107	108	95	93	95	99	-8
Ville de Montréal	57	53	57	53	51	46	-11
Autres régions	12	10	11	13	12	11	-1
Le Québec	176	171	163	159	158	156	-20

Source : Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2006.

Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2006.

Le nombre de sièges sociaux des organismes gouvernementaux répertoriés par la Commission est resté stable entre 2004 et 2006, passant de 158 à 156, et leur répartition territoriale est restée sensiblement la même qu'en 2004, passant de 60,1 % à 63,5 % pour Québec, de 32,3 % à 29,5 % à Montréal et de 7,6 % à 7,1 % dans les autres régions.

¹ Le personnel d'encadrement comprend le personnel de haute direction (personnes ayant un statut de sous-ministre en titre, de sous-ministre associé ou adjoint, de dirigeant d'organisme et de membre de direction) ainsi que les cadres des ministères et le personnel d'encadrement des organismes gouvernementaux,

Notons que tous les nouveaux organismes créés entre 2004 et 2006 ont leur siège social sur le territoire de la ville de Québec.

Le solde net d'organismes gouvernementaux (et par le fait même de sièges sociaux) inscrits sur la liste de référence du Secrétariat aux emplois supérieurs du Conseil exécutif est le résultat de facteurs divers. Ainsi, depuis 2004, peu de nouveaux organismes ont été créés (p. ex. le Centre de services partagés du Québec, Partenariats public-privé du Québec ou Services Québec), certains ont été abolis (p. ex. le Fonds central pour le bénéfice des personnes incarcérées), certains ont été fusionnés avec d'autres organismes (p. ex. la Financière du Québec), d'autres ont été intégrés à un ministère ou un organisme (p. ex. le Secrétariat aux loisirs et aux sports ou la Société de la faune et des parcs du Québec) et d'autres ont simplement changé de nom (p. ex. la Bibliothèque nationale du Québec, devenue la Bibliothèque et archives nationales du Québec).

1 INFORMATION MÉTHODOLOGIQUE

1 INFORMATION MÉTHODOLOGIQUE

1.1 Sources des données

Les données compilées dans le présent document proviennent de deux sources : le Secrétariat du Conseil du trésor, pour les ministères, et le relevé de la Commission de la capitale nationale du Québec, pour les organismes gouvernementaux.

1.2 Univers statistique

Le profil de localisation a pour principal objet la mesure quantitative de la présence des ministères et des organismes gouvernementaux québécois dans la capitale, et plus précisément dans la ville de Québec. Il ne comptabilise donc pas l'effectif des administrations publiques fédérale et municipales, ni celui des établissements des réseaux de la santé et des services sociaux ou de l'éducation.

L'effectif recensé dans le profil de localisation est le nombre d'employés en poste à la dernière paie du mois de mars. Il est composé du personnel régulier et occasionnel faisant partie de l'ensemble des ministères et des organismes gouvernementaux, dont notamment les sociétés d'État. La liste des organismes gouvernementaux tenue à jour par le Secrétariat aux emplois supérieurs du ministère du Conseil exécutif sert de référence à la présente étude. Ne sont retenus que les organismes de nature permanente, dont les dirigeants sont nommés par le gouvernement ou dont le financement est assuré en tout ou en partie par l'État, ou les deux à la fois. Seuls les comités consultatifs plus ou moins temporaires et les organismes dont l'activité n'est pas à caractère gouvernemental proprement dit, et pour lesquels il est donc difficile d'établir des critères de localisation, sont exclus de l'enquête.

Bien que les statuts d'emploi soient multiples, nous ne retenons ici que les catégories d'employés réguliers, d'employés occasionnels et d'étudiants. Pour certains organismes dont le volume de personnel occasionnel ou à la pigne était très élevé, nous avons utilisé la formule de l'équivalent à temps complet (ETC). Tout comme les autres enquêtes de ce type, le profil ne recense pas le personnel des corps d'emploi suivants : membre de l'Assemblée nationale (député), officier de la Sûreté du Québec, policier provincial de la Sûreté du Québec¹, juge de paix, secrétaire de district, secrétaire particulier, directeur de cabinet, attaché politique ou personnel professionnel de cabinet, employé de soutien de cabinet, conseiller, attaché politique (de député), employé de soutien (de député), aumônier.

Au 31 mars 2006, l'effectif comptabilisé dans le profil de localisation était réparti entre 21 ministères, 4 entités administratives assimilées à des ministères pour les fins de ce relevé (l'Assemblée nationale, le Conseil du trésor, le Secrétariat à la politique linguistique et l'ensemble des fonds spéciaux) et 156 organismes gouvernementaux (conseils, tribunaux administratifs, régies, sociétés d'aménagement ou de gestion d'équipement, sociétés

¹ Le personnel non policier de la Sûreté du Québec est cependant comptabilisé.

d'assistance financière ou technique, sociétés de gestion de régimes de retraite ou d'assurances, sociétés de services, sociétés d'État, offices et commissions).

1.3 Démarche

La Commission de la capitale nationale du Québec expédie un questionnaire (annexe 1) aux organismes gouvernementaux afin de connaître la localisation de leur effectif et de leur personnel d'encadrement ainsi que la localisation de leur siège social au 31 mars 2006. Elle compile ensuite les données en provenance du Secrétariat du Conseil du trésor, contenant des renseignements de même nature pour les ministères. L'information réunie par la Commission est enfin comparée à celle qui a été recueillie au cours d'années antérieures.

1.4 Comparabilité des données dans le temps

À la suite de légères modifications qui ont été apportées aux cours des années à l'univers statistique du profil de localisation, les données des années précédentes ont été recalculées selon les nouveaux paramètres en vigueur afin de permettre leur comparabilité dans le temps. Les écarts d'une année à l'autre dans l'effectif et la localisation du personnel des ministères et des sièges sociaux d'organismes gouvernementaux doivent être interprétés avec prudence, car les causes peuvent être multiples (fusion de plusieurs organismes, abolition, privatisation, changement de statut ou de nom de certains organismes, transfert d'effectif d'un palier de gouvernement à un autre).

2 PORTRAIT DE L'EFFECTIF

2 PORTRAIT DE L'EFFECTIF

2.1 Répartition géographique de l'effectif

Au 31 mars 2006, l'effectif total des ministères et des organismes du gouvernement du Québec s'élevait à 119 194 employés. Sa répartition géographique était la suivante : 39 429 (33,1 %) dans la ville de Québec, 35 514 (29,8 %) dans la ville de Montréal et 44 251 (37,1 %) dans les autres régions (tableau 1, figure 1).

Tableau 1

Répartition de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2006

	(en nombre)	(en %)
Ville de Québec	39 429	33,1
Ville de Montréal	35 514	29,8
Autres régions	44 251	37,1
Total	119 194	100

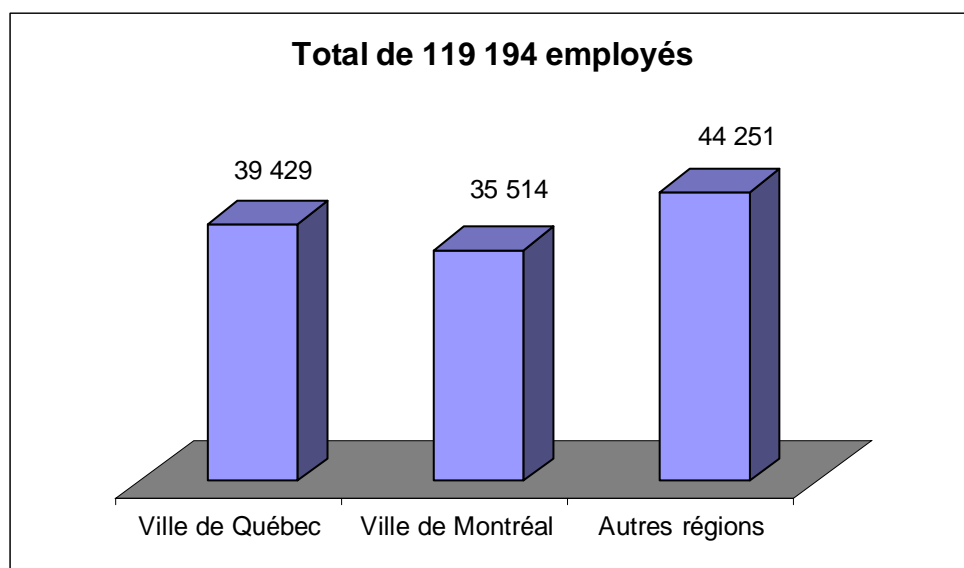
Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2006 (données sources pour les ministères).

Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2006.

Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2006.

Figure 1

Répartition de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2006



Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2006 (données sources pour les ministères).

Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2006.

Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2006.

2.2 Répartition géographique de l'effectif selon le statut d'emploi

L'effectif des ministères et des organismes du gouvernement du Québec est composé du personnel régulier et occasionnel. Au 31 mars 2006, l'effectif régulier comptait 92 230 personnes, soit 32 240 (35,0 %) dans la ville de Québec, 27 775 (30,1 %) dans la ville de Montréal et 32 215 (34,9 %) dans les autres régions. L'effectif occasionnel comptait quant à lui 26 964 personnes, dont 7 189 (26,7 %) dans la ville de Québec, 7 739 (28,7 %) dans la ville de Montréal et 12 036 (44,6 %) dans les autres régions (tableau 2, figures 2 et 3).

Tableau 2
Répartition de l'effectif régulier et occasionnel des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2006

Statut d'emploi	Territoire						Total (en nbre) (en %)	
	Ville de Québec		Ville de Montréal		Autres régions			
	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)		
Régulier	32 240	35,0	27 775	30,1	32 215	34,9	92 230	100
Occasionnel	7 189	26,7	7 739	28,7	12 036	44,6	26 964	100
Total	39 429	33,1	35 514	29,8	44 251	37,1	119 194	100

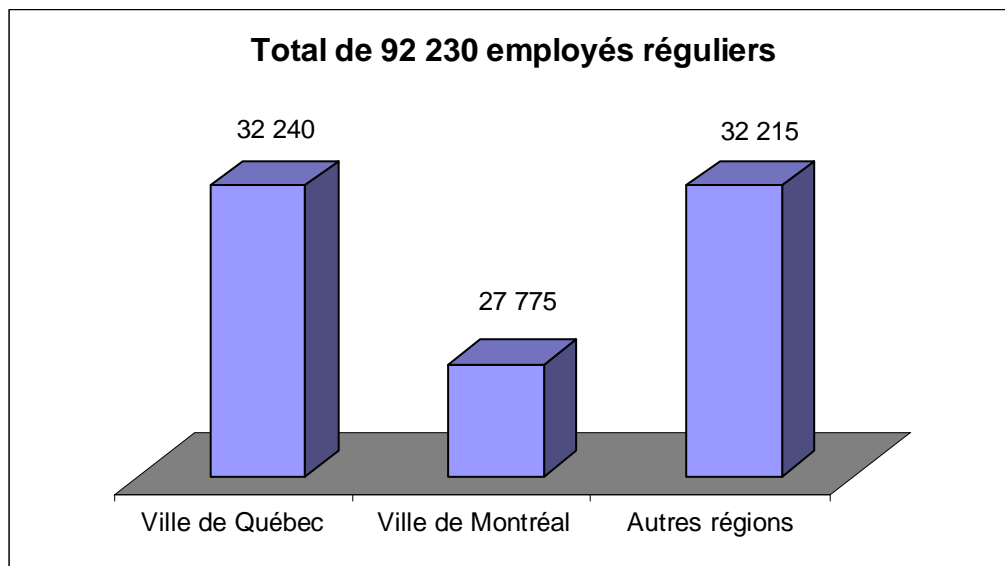
Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2006 (données sources pour les ministères).

Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2006.

Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2006.

Figure 2

Répartition de l'effectif régulier des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2006



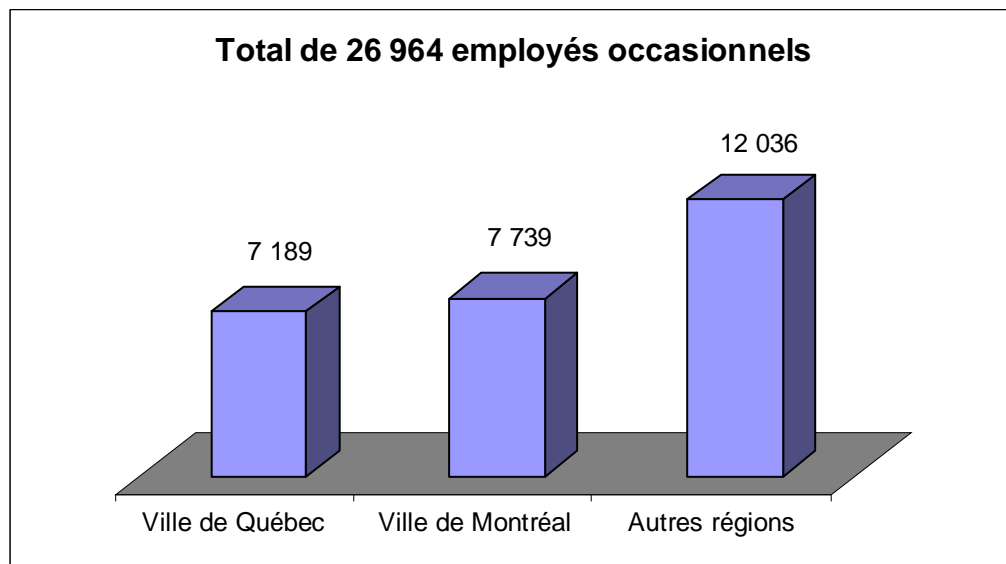
Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2006 (données sources pour les ministères).

Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2006.

Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2006.

Figure 3

Répartition de l'effectif occasionnel des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2006



Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2006 (données sources pour les ministères).
Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2006.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2006.

2.3 Répartition géographique de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux

Au 31 mars 2006, les ministères regroupaient au total 54 104 employés, soit 23 214 (42,9 %) dans la ville de Québec, 11 714 (21,7 %) dans la ville de Montréal et 19 176 (35,4 %) dans les autres régions. Les organismes gouvernementaux comptaient 65 090 employés au total, soit 16 215 (24,9 %) dans la ville de Québec, 23 800 (36,6 %) dans la ville de Montréal et 25 075 (38,5 %) dans les autres régions (tableau 3, figures 4 et 5).

Tableau 3

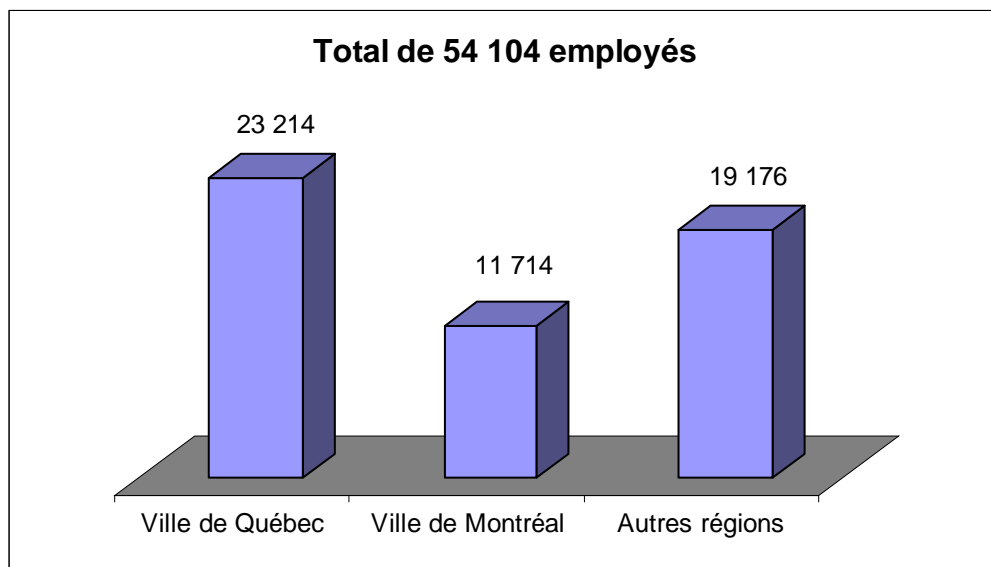
Répartition de l'effectif entre les ministères et les organismes gouvernementaux au 31 mars 2006

Type	Territoire						Total	
	Ville de Québec		Ville de Montréal		Autres régions		(en nbre)	(en %)
	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)
Ministères	23 214	42,9	11 714	21,7	19 176	35,4	54 104	100
Organismes	16 215	24,9	23 800	36,6	25 075	38,5	65 090	100
Total	39 429	33,1	35 514	29,8	44 251	37,1	119 194	100

Source : Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2006.
 Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2006.

Figure 4

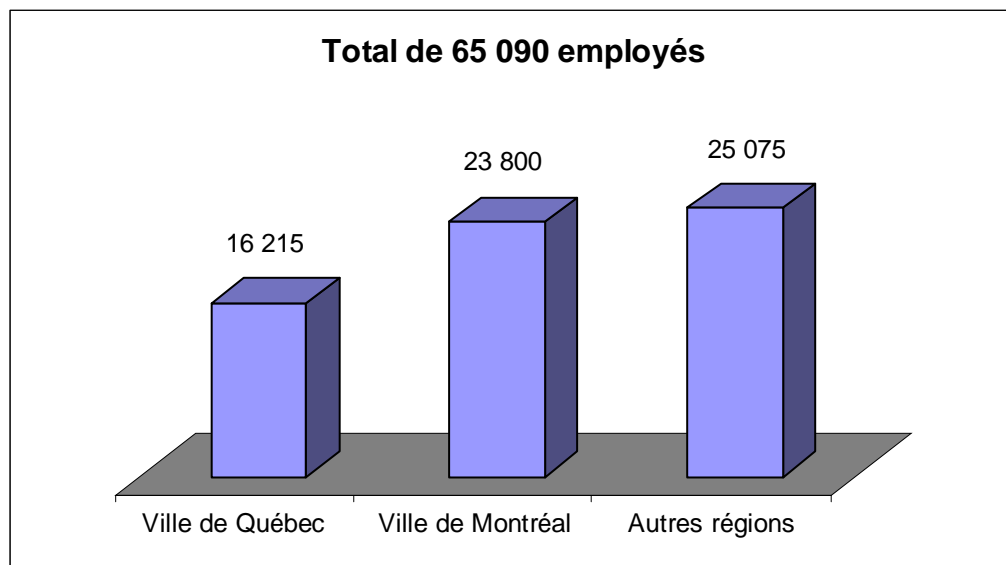
Répartition de l'effectif des ministères au 31 mars 2006



Source : Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2006.
 Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2006.

Figure 5

Répartition de l'effectif des organismes gouvernementaux au 31 mars 2006



Source : Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2006.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2006.

Au 31 mars 2006, l'effectif des ministères était davantage concentré sur le territoire de la ville de Québec, avec 42,9 %, alors que la proportion de l'effectif des organismes gouvernementaux était plus élevée hors Québec et Montréal, avec 38,5 %.

Les ministères dont la plus forte concentration de l'effectif se trouvait à l'extérieur de la ville de Québec sont les ministères de la Justice, de la Sécurité publique, de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, de l'Immigration et des Communautés culturelles, des Transports, du Revenu et du Tourisme. L'annexe 2 détaille le profil de localisation de l'effectif régulier et occasionnel de chacun des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2006. Les données sont groupées en fonction du ministre qui en assume la responsabilité.

2.4 Répartition géographique de l'effectif selon certains corps d'emploi

L'information recueillie durant la réalisation de l'étude permet d'estimer la répartition du personnel d'encadrement des ministères et des organismes gouvernementaux. Les regroupements de corps d'emploi retenus sont le personnel de haute direction et l'ensemble du personnel d'encadrement.

Les données des tableaux 4 et 5 concernant particulièrement le personnel de haute direction (personnes ayant un statut de sous-ministre en titre, de sous-ministre associé ou adjoint, de dirigeant d'organisme et de membre de direction) proviennent uniquement du Secrétariat du Conseil du trésor et ne tiennent compte que du personnel de la fonction publique – qui n'inclut pas les sociétés d'État ni un certain nombre d'organismes non assujettis à la Loi sur la fonction publique.

Pour l'ensemble du personnel d'encadrement des ministères et des organismes gouvernementaux (tableau 6), les données englobent la haute direction et les cadres des ministères de même que le personnel d'encadrement, comme l'ont indiqué les répondants des 156 organismes gouvernementaux dans l'enquête de la Commission.

2.4.1 Répartition géographique des sous-ministres

Au 31 mars 2006, les 196 sous-ministres en titre, associés et adjoints étaient concentrés sur le territoire de la ville de Québec, soit 160 (81,6 %) contre 22 (11,2 %) dans la ville de Montréal et 14 (7,1 %) dans les autres régions (tableau 4, figure 6).

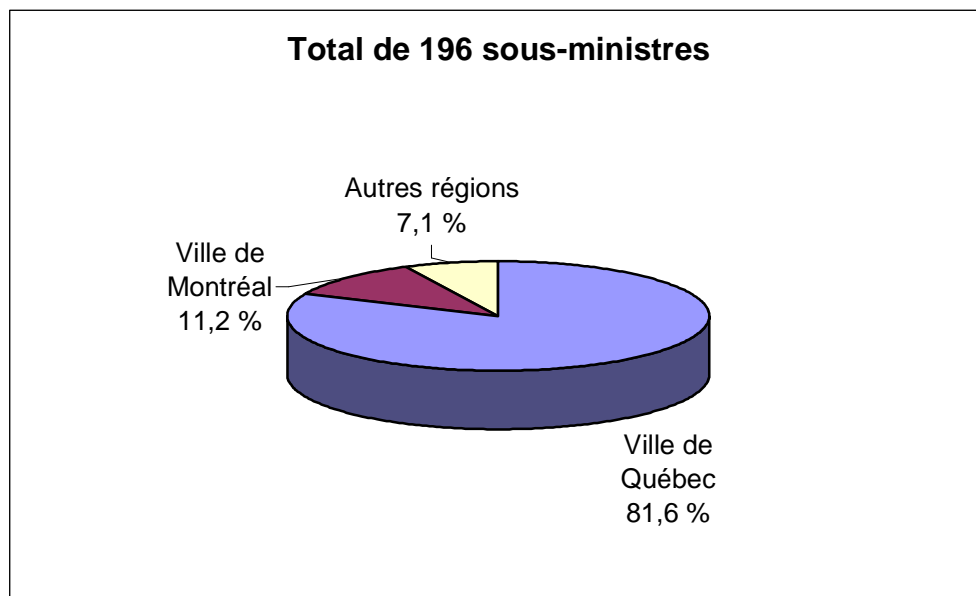
Tableau 4
Répartition des sous-ministres au 31 mars 2006

Territoire	(en nombre)	(en %)
Ville de Québec	160	81,6
Ville de Montréal	22	11,2
Autres régions	14	7,1
Le Québec	196	100

Source : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2006 (données sources pour les ministères).
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2006.

Figure 6

Répartition des sous-ministres au 31 mars 2006



Source : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2006 (données sources pour les ministères).
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2006.

2.4.2 Répartition géographique du personnel de haute direction

Au 31 mars 2006, le personnel de haute direction était majoritairement localisé dans la ville de Québec. Il était composé de 655 personnes, dont 342 (52,2 %) dans la ville de Québec, 218 (33,3 %) dans la ville de Montréal et 95 (14,5 %) dans les autres régions (tableau 5, figure 7).

Tableau 5

Répartition du personnel de haute direction (fonction publique) au 31 mars 2006

Territoire	(en nombre)	(en %)
Ville de Québec	342	52,2
Ville de Montréal	218	33,3
Autres régions	95	14,5
Total	655	100

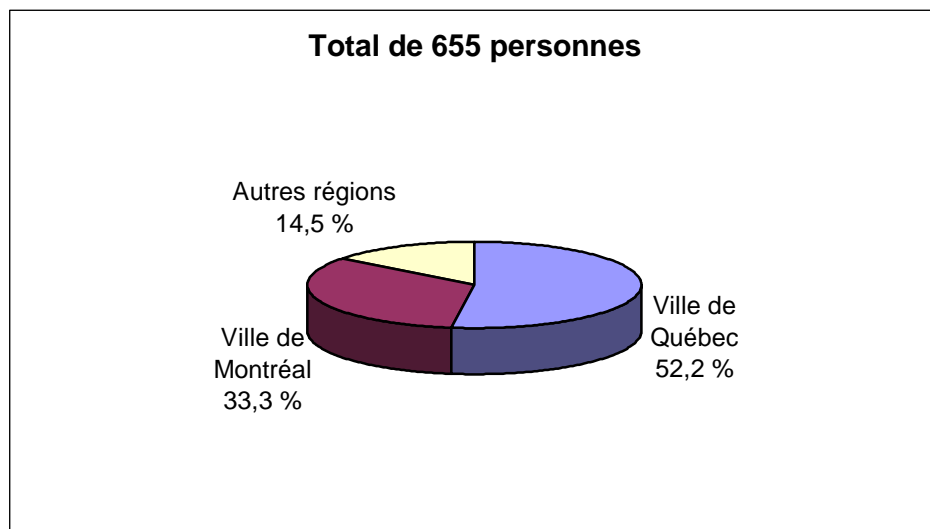
Note : Exceptionnellement, ce tableau renvoie à l'univers de la fonction publique seulement.

Source : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2006 (données sources pour les ministères).

Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2006.

Figure 7

Répartition du personnel de haute direction au 31 mars 2006



Source : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2006 (données sources pour les ministères).
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2006.

2.4.3 Répartition géographique de l'ensemble du personnel d'encadrement

Au 31 mars 2006, l'ensemble du personnel d'encadrement, tel que répertorié dans l'étude, comptait 8 015 personnes, dont 2 619 (32,7 %) dans la ville de Québec, 2 460 (30,7 %) dans la ville de Montréal et 2 937 (36,6 %) dans les autres régions (tableau 6, figure 8).

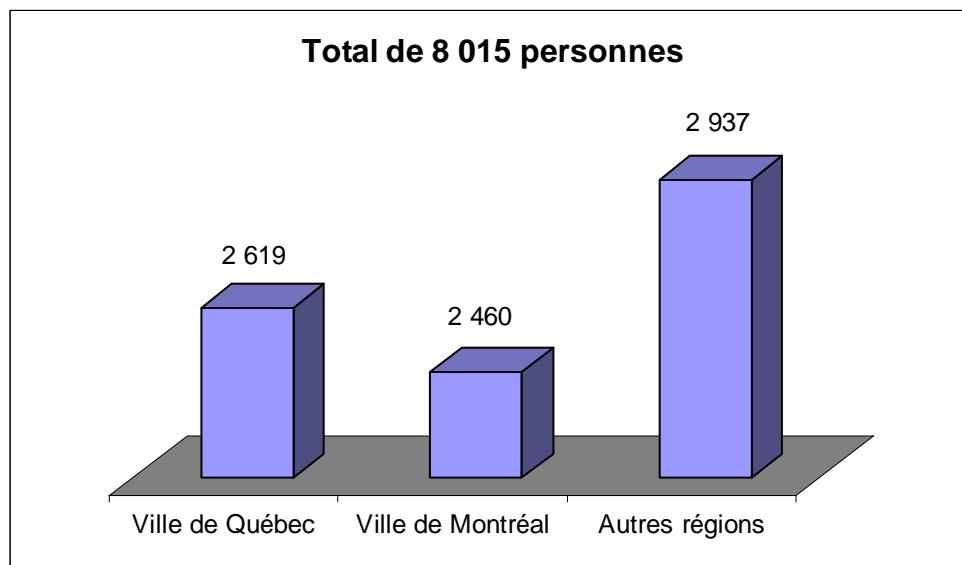
Tableau 6
Répartition du personnel d'encadrement des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2006

Territoire	Nombre	(en %)
Ville de Québec	2 619	32,7
Ville de Montréal	2 460	30,7
Autres régions	2 937	36,6
Total	8 015	100

Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2006 (données sources pour les ministères).
Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2006.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2006.

Figure 8

Répartition de l'ensemble du personnel d'encadrement au 31 mars 2006



Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2006 (données sources pour les ministères).
Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2006.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2006.

L'annexe 3 présente de façon détaillée la localisation du personnel d'encadrement de chacun des ministères et des organismes gouvernementaux, de même que des fonds et des sièges sociaux au 31 mars 2006.

2.5 Évolution de la répartition géographique de l'effectif

Il est important de préciser, au préalable, que la variation à la hausse ou à la baisse de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux est attribuable à différentes causes, comme le transfert de responsabilités d'un gouvernement à un autre ou le changement de statut de certains organismes ou de certains employés. Ainsi, de mars 1998 à mars 1999, l'arrivée dans la fonction publique du Québec de 1 752 personnes provenant du gouvernement fédéral et de la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre a fait augmenter d'autant l'effectif des ministères et des fonds de gestion concernés. D'autres facteurs interviennent également, tels la privatisation d'organismes, l'embauche de personnel, les départs à la retraite, etc. En fait, ce que les données sur l'effectif expriment, c'est avant tout la variation du nombre d'employés sur la liste de paie du gouvernement au 31 mars des années indiquées.

Ainsi, du 31 mars 2004 au 31 mars 2006, l'effectif total des ministères et des organismes gouvernementaux répertoriés par la Commission est passé de 117 577 à 119 194 personnes. Cela représente une hausse de 1 617 employés (1,4 %) sur une période de deux ans. Dans la ville de Montréal, le nombre d'employés est passé de 35 238 au 31 mars

2004 à 35 514 au 31 mars 2006, soit une augmentation de 276 (0,8 %). Dans la ville de Québec, le nombre est passé de 39 124 à 39 429, soit une augmentation de 305 (0,8 %), alors qu'en dehors de Québec et de Montréal, l'effectif est passé de 43 215 à 44 251 employés, soit une hausse de 1 036 (2,4 %) pour la même période (figure 9). Près du deux tiers de la hausse constatée entre 2004 et 2006 s'est fait à l'extérieur de Québec et de Montréal, ce qui pourrait en partie être expliqué par le processus de décentralisation mis en place par le gouvernement depuis 2004.

Comme l'indiquent les tableaux 7A et 7B, l'effectif total des ministères et des organismes du gouvernement du Québec est passé de 104 372 en 1996 à 119 194 en 2006. Il a suivi une courbe descendante de 1996 à 1998, année où le total voisinait les 100 000 employés, pour remonter de façon continue jusqu'à 119 194 en 2006. Si l'on compare le volume et la répartition territoriale de l'effectif de l'année 1996 par rapport à ceux de 2006, on constate une hausse totale de 14 822 employés, soit 14,2 %. Cette hausse s'est fait sentir particulièrement dans les régions de Québec et de Montréal (respectivement 15,3 % et 16,1 %), tandis que dans les autres régions la hausse a été de 11,8 %.

L'augmentation de l'effectif total observée depuis 1998 est attribuable notamment au changement de statut de certains organismes, comme indiqué plus haut, et à un programme d'embauche qui est venu compenser en partie la réduction de personnel découlant du programme de départs volontaires à la retraite. Ce programme avait entraîné le départ de plus de 3 500 personnes de la fonction publique québécoise, dont environ 1 500 dans la région de la Capitale-Nationale.

Tableau 7A
Évolution et répartition de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux du 31 mars 1996 au 31 mars 2006 (en nombre)

Territoire	Année						Variation 1996-2006 (en nbre)
	1996 (en nbre)	1998 (en nbre)	2000 (en nbre)	2002 (en nbre)	2004 (en nbre)	2006 (en nbre)	
Ville de Québec	34 205	32 242	34 562	36 611	39 124	39 429	5 224
Ville de Montréal	30 593	29 383	30 383	32 089	35 238	35 514	4 921
Autres régions	39 574	37 503	40 245	43 369	43 215	44 251	4 677
Le Québec	104 372	99 128	105 190	112 069	117 577	119 194	14 822

Source : Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2006.

Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2006.

Tableau 7B
Évolution et répartition de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux du 31 mars 1996 au 31 mars 2006 (en %)

Territoire	Année						Variation 1996-2006 (en %)
	1996 (en %)	1998 (en %)	2000 (en %)	2002 (en %)	2004 (en %)	2006 (en %)	
Ville de Québec	32,8	32,5	32,9	32,7	33,3	33,3	15,3

Ville de Montréal	29,3	29,6	28,9	28,6	30,0	30,0	16,1
Autres régions	37,9	37,8	38,2	38,7	36,8	36,8	11,8
Total	100	100	100	100	100	100	14,2

Source : Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2006.
 Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2006.

Au chapitre du personnel d'encadrement, on remarque entre 2004 et 2006 une augmentation plus forte dans les autres régions (7,1 %) et à Montréal (6,0 %) qu'à Québec (3,4 %).

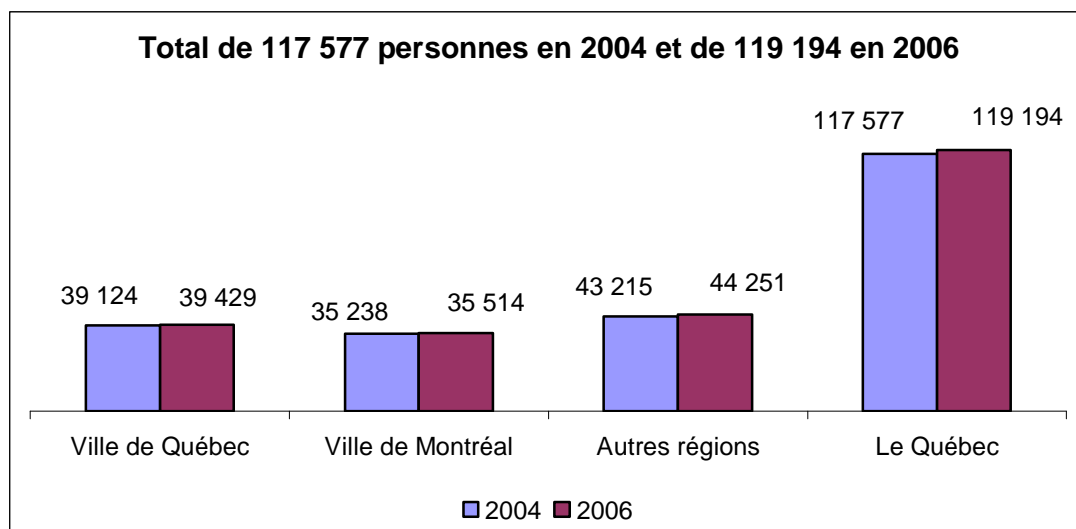
Tableau 8
Évolution et répartition du personnel d'encadrement des ministères et des organismes gouvernementaux du 31 mars 2004 au 31 mars 2006

Territoire	2004		2006		Variation 2004-2006	
	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)
Ville de Québec	2 534	33,4	2 619	32,7	85	3,4
Ville de Montréal	2 321	30,5	2 460	30,7	139	6,0
Autres régions	2 743	36,1	2 937	36,6	194	7,1
Le Québec	7 598	100	8 015	100	418	5,5

Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2006 (données sources pour les ministères).
 Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2006.
 Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2006.

Figure 9

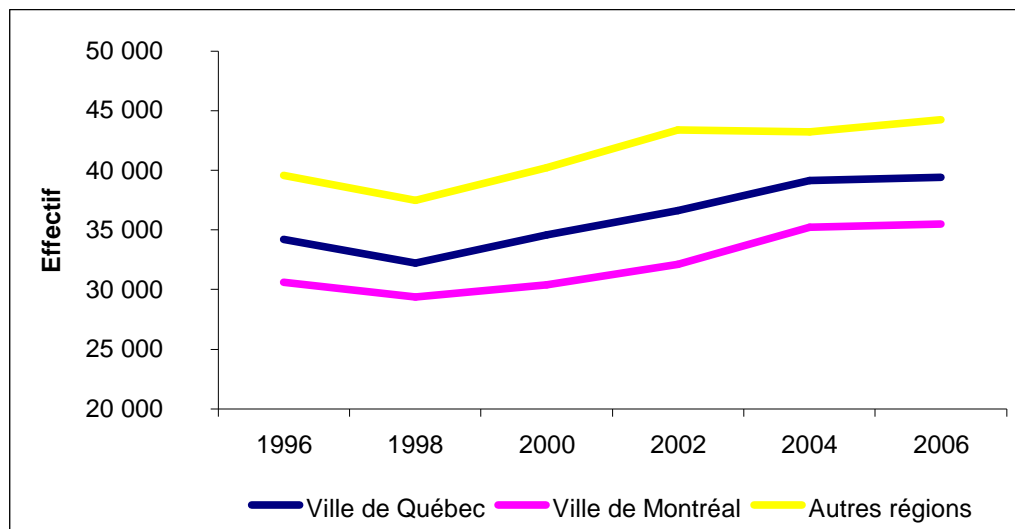
Évolution et répartition de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux du 31 mars 2004 au 31 mars 2006



Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2006 (données sources pour les ministères).
 Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2006.
 Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2006.

Figure 10

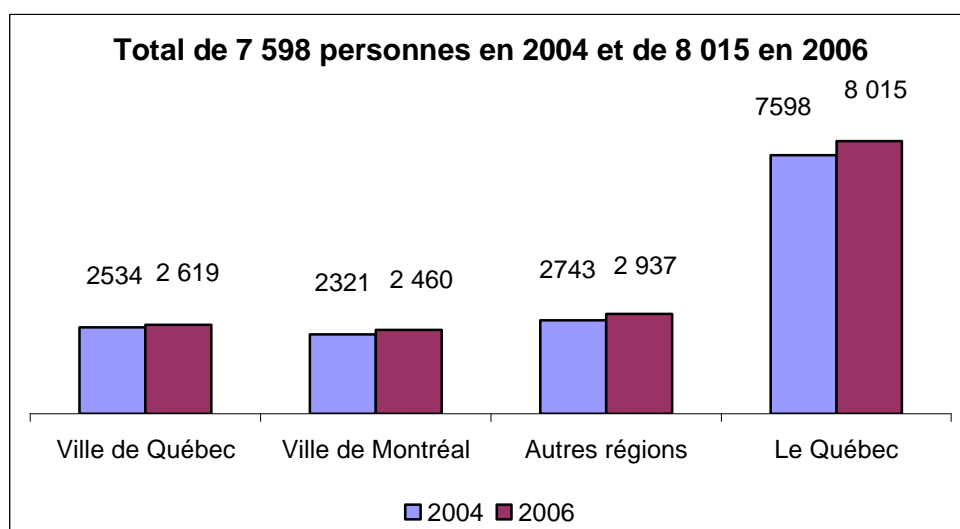
Évolution et répartition de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux du 31 mars 1996 au 31 mars 2006



Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2006 (données sources pour les ministères).
Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2006.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2006.

Figure 11

Évolution et répartition du personnel d'encadrement du 31 mars 2004 au 31 mars 2006



Source : Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2006.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2006.

3 BUREAUX CENTRAUX DES MINISTÈRES ET SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

3 BUREAUX CENTRAUX DES MINISTÈRES ET SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

3.1 Répartition géographique des bureaux centraux des ministères

En s'inspirant de la localisation des bureaux des sous-ministres et du reste du personnel d'encadrement, on peut estimer que, au 31 mars 2006, les bureaux centraux des ministères étaient pour la plupart situés sur le territoire de la ville de Québec. Les ministères de la Justice, de la Sécurité publique, de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, de l'Immigration et des Communautés culturelles, des Transports, du Revenu et du Tourisme avaient toutefois une concentration importante de leurs bureaux à l'extérieur du territoire de la ville de Québec (annexe 2).

3.2 Répartition géographique des sièges sociaux des organismes gouvernementaux

Les sièges sociaux des 156 organismes gouvernementaux répertoriés, pour leur part, étaient majoritairement situés sur le territoire de la ville de Québec au 31 mars 2006. Leur localisation était la suivante : 99 (63,5 %) dans la ville de Québec, 46 (29,5 %) dans la ville de Montréal et 11 (7,1 %) dans les autres régions (tableau 9, figure 12).

L'annexe 3 présente de façon détaillée le profil de localisation des sièges sociaux des organismes gouvernementaux au 31 mars 2006.

Tableau 9
Répartition des sièges sociaux des organismes gouvernementaux
au 31 mars 2006

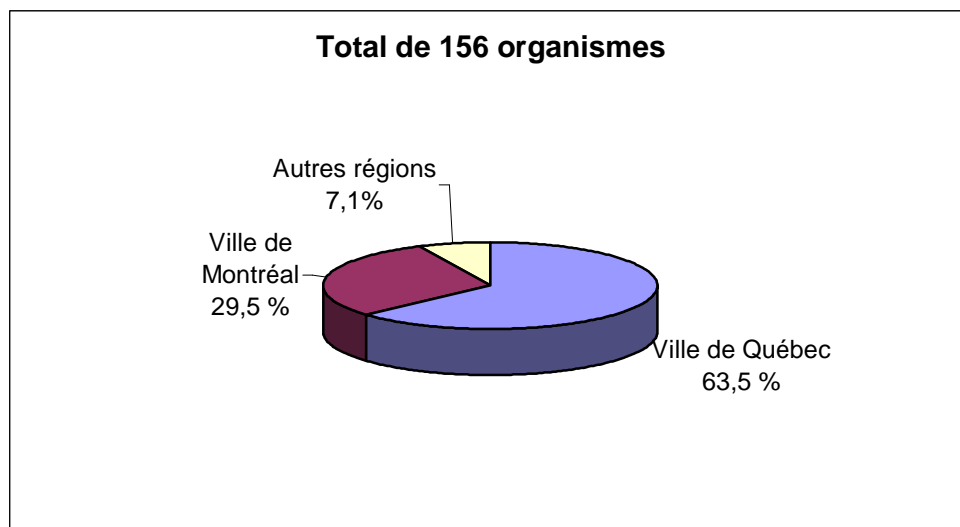
Territoire	Sièges sociaux	
	(en nombre)	(en %)
Ville de Québec	99	63,5
Ville de Montréal	46	29,5
Autres régions	11	7,1
Total	156	100

Source : Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2006.

Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2006.

Figure 12

Répartition des sièges sociaux des organismes gouvernementaux au 31 mars 2006



Source : Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2006.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2006.

3.3 Répartition géographique des sièges sociaux des organismes dont le rayonnement est national

À la suite de l'adoption par le gouvernement de la Politique relative à la capitale, en 1998, et plus précisément du Cadre de référence sur la localisation des bureaux centraux des ministères et des sièges sociaux des organismes gouvernementaux, il apparaît pertinent d'effectuer un relevé de la répartition géographique des sièges sociaux des organismes dont le rayonnement est national. Le cadre de référence est un guide dont le gouvernement du Québec s'inspire afin de localiser les bureaux centraux des ministères et les sièges sociaux des organismes gouvernementaux. Sans l'appliquer de façon rétroactive, il prévoit que les fonctions centrales des ministères seront dorénavant exercées dans la capitale et que les organismes dont le rayonnement est national seront à l'avenir localisés selon les règles suivantes : les organismes consultatifs (conseils et comités consultatifs), les organismes décisionnels (tribunaux administratifs et régies) et les organismes d'intermédiation (commissions) devront avoir leur siège social dans la capitale; les organismes de gestion (sociétés d'État et sociétés administratives) pourront avoir leur siège social ailleurs qu'à Québec, à l'exception des offices qui devront y avoir leur siège social.

Au 31 mars 2006, sur les 156 organismes répertoriés, on dénombrait 134 organismes gouvernementaux dont le rayonnement était national. Ceux-ci se répartissaient géographiquement de la façon suivante : 88 (65,7 %) dans la ville de Québec, 39 (29,1 %) dans la ville de Montréal et 7 (5,2 %) dans les autres régions (tableau 10).

Il est à noter que le choix de Québec comme siège social du Centre de services partagés du Québec, du Conseil de gestion de l'assurance parentale, de Partenariats public-privé Québec, du Secrétariat Entraide – secteurs public et parapublic, de Services Québec et de la Société de financement des infrastructures locales du Québec est conforme au cadre de référence décrit ci-dessus.

L'annexe 4 présente de façon détaillée le profil de localisation des sièges sociaux des organismes gouvernementaux dont le rayonnement est national, au 31 mars 2006.

Tableau 10
Répartition des organismes gouvernementaux dont la zone de rayonnement est nationale,
au 31 mars 2006

Catégorie	Type	Territoire			Total
		Ville de Québec	Ville de Montréal	Autres régions	
Organismes consultatifs					
	Conseils	19	6	0	25
	Sous-total (en nombre)	19	6	0	25
	Sous-total (en %)	76	24	0	100
Organismes décisionnels					
	Tribunaux administratifs	8	3	1	12
	Régies	11	10	1	22
	Sous-total (en nombre)	19	13	2	34
	Sous-total (en %)	55,9	38,2	5,9	100
Organismes de gestion					
	Sociétés d'aménagement ou de gestion d'équipement	4	0	0	4
	Sociétés d'assistance financière ou technique	9	3	0	12
	Sociétés de gestion de régimes de retraite ou d'assurances	7	0	0	7
	Sociétés de services	2	3	0	5
	Sociétés d'État	2	4	2	8
	Offices	8	8	3	19
	Sous-total (en nombre)	32	18	5	55
	Sous-total (en %)	58,2	32,7	9,1	100
Organismes d'intermédiation					
	Commissions	16	2	0	18
	Sous-total (en nombre)	16	2	0	18
	Sous-total (en %)	88,9	11,1	0	100
Total (en nombre)		88	39	7	134
Total (en %)		65,7	29,1	5,2	100

3.4 Évolution de la répartition géographique de l'ensemble des sièges sociaux des organismes gouvernementaux

Au 31 mars 2006, la localisation officielle des 156 sièges sociaux des organismes gouvernementaux répertoriés était la suivante : 99 (63,5 %) dans la ville de Québec, 46

(29,5 %) dans la ville de Montréal et 11 (7,1 %) dans les autres régions. Par rapport à 2004, il y a deux sièges sociaux de moins en 2006, le total d'organismes gouvernementaux étant passé de 158 à 156. Dans la ville de Québec, il y en avait 4 de plus qu'en 2004, dans la ville de Montréal 5 de moins, alors qu'il y en avait 1 de moins dans les autres régions. Depuis 1996, la ville de Québec a enregistré une diminution à ce chapitre. Le nombre de sièges sociaux y est en effet passé de 107 à 99. La ville de Montréal a pour sa part connu une baisse de 11 sièges sociaux, de 57 en 1996 à 46 en 2006, et les autres régions ont connu une baisse de 1 siège social, leur nombre passant de 12 à 11. C'est donc une diminution totale de 20 organismes au cours des dix dernières années au Québec.

Ce solde net d'organismes gouvernementaux (et par le fait même de sièges sociaux) inscrits sur la liste de référence du Secrétariat aux emplois supérieurs est le résultat de facteurs divers. Ainsi, la variation du nombre total de sièges sociaux depuis 1998 est attribuable notamment à certaines fusions d'organismes qui n'ont conservé qu'un seul siège social (organismes fusionnés dans la Financière agricole du Québec et organismes fusionnés dans Investissement Québec), à l'intégration d'organismes dans un ministère ou un fonds (Société de la faune et des parcs du Québec et Secrétariat aux loisirs et aux sports), à la privatisation de certaines sociétés d'État (Société Innovatech du Grand Montréal) ou à l'abolition de certains organismes (comme le Conseil de surveillance des activités de la Sûreté du Québec et la Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud).

En somme, ce qui ressort de cette étude essentiellement quantitative, c'est notamment que le nombre d'organismes gouvernementaux répertoriés par la Commission s'élevait à 158 en 1992², qu'il a augmenté jusqu'à 176 en 1996 et qu'il s'est stabilisé autour de 160 depuis 2000. Cette stabilisation se répercute dans le peu de changement dans la répartition territoriale des sièges sociaux entre la capitale, Montréal et les autres régions (tableaux 11A et 11B, figures 13 et 14).

Dans l'annexe 5 sont exposées les modifications qui sont survenues dans la liste des organismes gouvernementaux entre le 31 mars 2004 et le 31 mars 2006.

² Secrétariat à la capitale, 1993.

Tableau 11A**Évolution et répartition des sièges sociaux des organismes gouvernementaux
du 31 mars 1996 au 31 mars 2006 (en nombre)**

Territoire	Année						Variation 1996-2006 (en nbre)
	1996 (en nbre)	1998 (en nbre)	2000 (en nbre)	2002 (en nbre)	2004 (en nbre)	2006 (en nbre)	
Ville de Québec	107	108	95	93	95	99	-8
Ville de Montréal	57	53	57	53	51	46	-11
Autres régions	12	10	11	13	12	11	-1
Le Québec	176	171	163	159	158	156	-20

Source : Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2006.

Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2006.

Tableau 11B**Évolution et répartition des sièges sociaux des organismes gouvernementaux
du 31 mars 1996 au 31 mars 2006 (en %)**

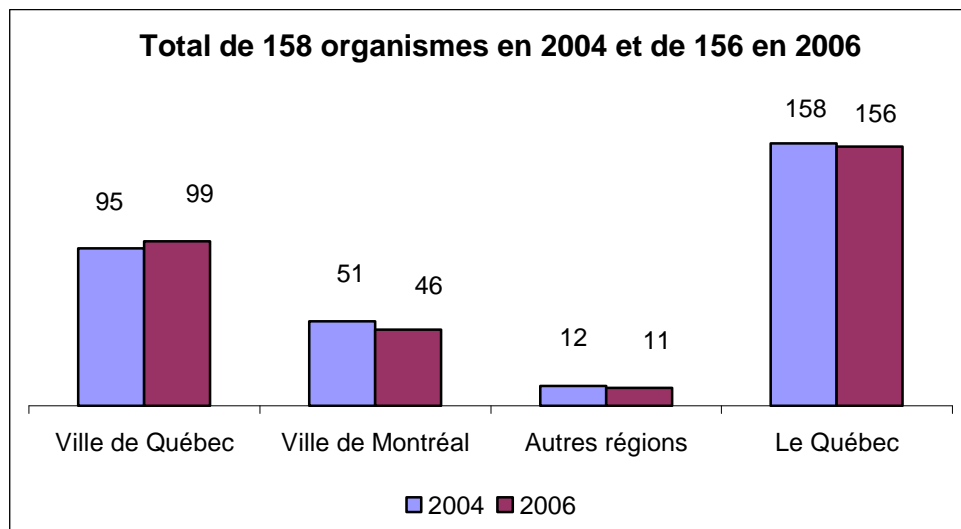
Territoire	Année						Variation 1996-2006 (en %)
	1996 (en %)	1998 (en %)	2000 (en %)	2002 (en %)	2004 (en %)	2006 (en %)	
Ville de Québec	60,8	63,2	58,3	58,5	60,1	63,5	-7,5
Ville de Montréal	32,4	31,0	35,0	33,3	32,2	29,5	-19,3
Autres régions	6,8	5,8	6,7	8,2	7,6	7,1	-8,3
Total	100	100	100	100	100	100	-11,4

Source : Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2006.

Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2006.

Figure 13

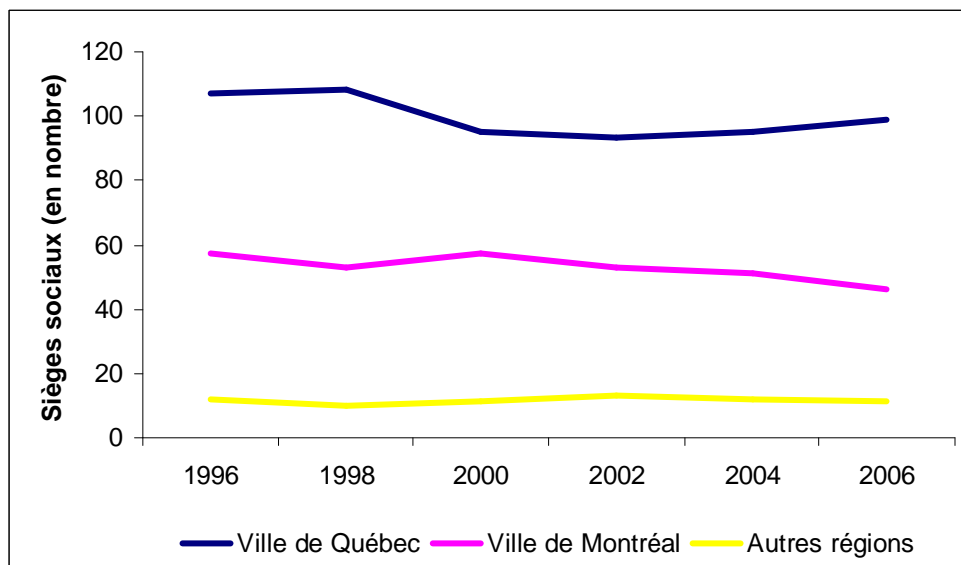
Évolution et répartition des sièges sociaux des organismes gouvernementaux du 31 mars 2004 au 31 mars 2006



Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2006 (données sources pour les ministères).
Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2006.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2006.

Figure 14

Évolution et répartition des sièges sociaux des organismes gouvernementaux du 31 mars 1996 au 31 mars 2006



Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2006 (données sources pour les ministères).
Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2006.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2006.

ANNEXES

ANNEXE 1

**RELEVÉ DE L'EFFECTIF
DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2006**
(effectif assujéti **ou non** à la Loi sur la fonction publique du Québec)

Nom de l'organisme :

Apporter les corrections (s'il y a lieu)

Responsable ou dirigeant :

Adresse :

Localisation du siège social de l'organisme (ville) : _____

Année de création de l'organisme : _____

Répartition de l'effectif	Nombre d'employés, au 31 mars 2006 ¹		
	Ville de Québec	Ville de Montréal	Ailleurs au Québec
Employés réguliers			
Employés occasionnels			
Effectif total			
Personnel d'encadrement à l'intérieur de l'effectif total ²			

Nom de la personne répondante pour ce relevé	Téléphone
Commentaires (s'il y a lieu)	

Pour obtenir des informations supplémentaires et retourner le relevé avant le 15 juillet 2006 :

Monsieur Philippe Plante, urbaniste
Commission de la capitale nationale du Québec
525, boulevard René-Lévesque Est, RC
Québec (Québec) G1R 5S9

Téléphone : 418 528-0773
Télécopieur : 418 528-0833
Courriel:
philippe.plante@capitale.gouv.qc.ca

¹. Données ayant servi à émettre la dernière paie du mois de mars 2006 (lieu de travail)

². Personnel ayant le statut de cadre au sens de la Loi sur la fonction publique ou du règlement qui en tient lieu

ANNEXE 2

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2006³

Nom de l'organisme	QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
Premier ministre												
Ministère du Conseil exécutif	369	31	400	10	1	11	9	0	9	388	32	420
Commission d'accès à l'information	38	4	42	7	0	7	0	0	0	45	4	49
Conseil de l'Ordre national du Québec	3	0	3	0	0	0	0	0	0	3	0	3
Conseil permanent de la jeunesse	8	0	8	0	0	0	0	0	0	8	0	8
Président de l'Assemblée nationale												
Assemblée nationale du Québec	496	199	695	1	0	1	1	0	1	498	199	697
Comité consultatif sur la Loi électorale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Commissaire au lobbying	20	3	23	0	0	0	0	0	0	20	3	23
Commission de la représentation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Conseil du référendum	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Directeur général des élections	178	58	236	4	3	7	0	0	0	182	61	243
Fondation Jean-Charles-Bonenfant	3	0	3	0	0	0	0	0	0	3	0	3
Le Protecteur du citoyen	61	9	70	27	5	32	0	0	0	88	14	102
Vérificateur général du Québec	171	7	178	52	3	55	0	0	0	223	10	233
Ministre de la Sécurité publique et vice-premier ministre												
Ministère de la Sécurité publique	1 252	94	1 346	1 566	94	1 660	1 476	113	1 589	4 294	301	4 595
Bureau du coroner	34	2	36	16	3	19	0	0	0	50	5	55
Comité de déontologie policière	11	0	11	8	0	8	0	0	0	19	0	19
Commissaire à la déontologie policière	20	0	20	15	1	16	0	0	0	35	1	36

³ Voir, à la fin de l'annexe 6, les notes sur le statut particulier de certains organismes. Quand le chiffre « 0 » apparaît dans toutes les colonnes, c'est que le personnel de l'organisme est comptabilisé dans une autre unité administrative.

Commission québécoise des libérations conditionnelles	18	0	18	8	0	8	0	0	0	26	0	26
École nationale de police du Québec	0	0	0	0	0	0	139	250	389	139	250	389
École nationale des pompiers du Québec	0	0	0	0	0	0	10	0	10	10	0	10
Régie des alcools, des courses et des jeux	79	27	106	101	26	127	0	0	0	180	53	233
Sûreté du Québec	43	1	44	615	128	743	84	18	102	742	147	889
Présidente du Conseil du trésor et ministre responsable de l'Administration gouvernementale												
Conseil du trésor	455	49	504	17	18	35	12	41	53	484	108	592
Comité de réexamen (agents de la paix et services correctionnels)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Comités de réexamen de la CARRA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)	443	150	593	0	0	0	0	0	0	443	150	593
Commission de la fonction publique	31	6	37	0	0	0	0	0	0	31	6	37
Partenariats Public-Privé Québec	14	0	14	10	1	11	0	0	0	24	1	25
Ministre des Finances												
Ministère des Finances	630	67	697	0	2	2	0	0	0	630	69	699
Autorité des marchés financiers	224	24	248	264	42	306	0	0	0	488	66	554
Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières	0	0	0	11	2	13	0	0	0	11	2	13
Caisse de dépôt et placement du Québec, Centre CDP Capital	3	0	3	771	53	824	0	0	0	774	53	827
Institut de la statistique du Québec	147	68	215	35	45	80	0	0	0	182	113	295
Société de financement des infrastructures locales du Québec	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Société des alcools du Québec	347	211	558	908	633	1 541	2 506	1 764	4 270	3 761	2 608	6 369
Société des loteries du Québec	17	6	23	795	170	965	0	0	0	812	176	988
Société nationale du cheval de course	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie												
Ministère des Relations internationales	322	16	338	16	0	16	44	1	45	382	17	399

Agence Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse	0	0	0	4	0	4	0	0	0	4	0	4
Office franco-québécois pour la jeunesse	0	0	0	21	0	21	0	0	0	21	0	21
Office Québec-Amériques pour la jeunesse	13	0	13	1	0	1	0	0	0	14	0	14
Ministre de la Santé et des Services sociaux												
Ministère de la Santé et des Services sociaux	640	134	774	36	23	59	0	0	0	676	157	833
Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé	0	0	0	9	1	10	0	0	0	9	1	10
Centre de référence des directeurs généraux et des cadres	3	0	3	8	0	8	0	0	0	11	0	11
Comité provincial pour la prestation des services de santé et des services sociaux en langue anglaise	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Comités de révision du domaine de la santé	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Conseil d'arbitrage de l'assurance maladie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Conseil de la santé et du bien-être	7	2	9	0	0	0	0	0	0	7	2	9
Conseil du médicament	25	2	27	0	0	0	0	0	0	25	2	27
Conseil médical du Québec	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Corporation d'hébergement du Québec	69	43	112	4	13	17	0	0	0	73	56	129
Corporation d'urgences-santé	0	0	0	791	418	1 209	0	0	0	791	418	1 209
Héma-Québec	377	19	396	899	38	937	0	0	0	1 276	57	1 333
Institut national de santé publique du Québec	162	46	208	83	18	101	133	16	149	378	80	458
Office des personnes handicapées du Québec	12	2	14	18	4	22	98	21	119	128	27	155
Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux	12	1	13	20	3	23	0	0	0	32	4	36
Régie de l'assurance maladie du Québec	1 129	344	1 473	111	42	153	0	0	0	1 240	386	1 626
Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport												
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	1 107	493	1 600	121	319	440	113	17	130	1 341	829	2 170
Comité d'accréditation des associations d'élèves ou d'étudiants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Comité d'examen des demandes dérogatoires - Aide financière aux études	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Commission consultative de l'enseignement privé	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	1
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	25	0	25	0	0	0	0	0	0	25	0	25

Conseil supérieur de l'éducation	29	0	29	1	0	1	0	0	0	30	0	30
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	0	0	0	131	156	287	0	0	0	131	156	287
Ministre de la Justice												
Ministère de la Justice	999	226	1 225	884	449	1 333	1 193	524	1 717	3 076	1 199	4 275
Comité de révision de l'aide juridique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Commission d'appel pour les autochtones du Québec	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	8	2	10	121	23	144	27	7	34	156	32	188
Commission des services juridiques	0	0	0	51	0	51	0	0	0	51	0	51
Conseil consultatif de l'Ordre des sages-femmes du Québec	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Conseil de la justice administrative	3	0	3	0	0	0	0	0	0	3	0	3
Conseil de la magistrature	3	0	3	1	0	1	0	0	0	4	0	4
Fonds d'aide aux recours collectifs	0	0	0	3	0	3	0	0	0	3	0	3
Office de la protection du consommateur	40	4	44	35	2	37	23	1	24	98	7	105
Office des professions du Québec	36	5	41	0	0	0	0	0	0	36	5	41
Société québécoise d'information juridique	0	0	0	118	0	118	0	0	0	118	0	118
Tribunal administratif du Québec	112	8	120	120	7	127	0	0	0	232	15	247
Tribunal des droits de la personne	0	0	0	4	0	4	0	0	0	4	0	4
Tribunal des professions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs												
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs	930	140	1 070	67	3	70	638	106	744	1 635	249	1 884
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)	49	14	63	0	0	0	0	0	0	49	14	63
Comité d'évaluation (qualité de l'environnement de la baie James)	2	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0
Comité d'examen (qualité de l'environnement de la baie James)	2	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0
Commission de la qualité de l'environnement Kativik	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Société des établissements de plein air du Québec	133	370	503	1	2	3	164	2 505	2 669	298	2 877	3 175

Société québécoise de récupération et de recyclage	15	3	18	34	5	39	0	0	0	49	8	57
Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation												
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	749	124	873	31	0	31	1 054	182	1 236	1 834	306	2 140
Bureau d'accréditation des pêcheurs et des aides-pêcheurs du Québec	0	0	0	0	0	0	2	3	5	2	3	5
Commission de protection du territoire agricole du Québec	51	3	54	0	0	0	42	0	42	93	3	96
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
La financière agricole du Québec	10	0	10	0	0	0	525	142	667	535	142	677
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	0	0	0	25	1	26	15	0	15	40	1	41
Ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation												
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation	499	49	548	222	14	236	166	6	172	887	69	956
Centre de recherche industrielle du Québec	195	1	196	56	1	57	1	0	1	252	2	254
Conseil de la science et de la technologie	14	2	16	0	0	0	0	0	0	14	2	16
Fonds de la recherche en santé du Québec	0	0	0	29	0	29	0	0	0	29	0	29
Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies	41	0	41	0	0	0	0	0	0	41	0	41
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture	24	0	24	6	1	7	0	0	0	30	1	31
Investissement Québec	102	0	102	196	0	196	85	0	85	383	0	383
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	0	0	0	0	0	0	14	6	20	14	6	20
Société générale de financement du Québec	26	0	26	77	0	77	7	0	7	110	0	110
Société Innovatech du sud du Québec	0	0	0	0	0	0	6	0	6	6	0	6
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches	8	0	8	0	0	0	0	0	0	8	0	8
Société Innovatech Régions ressources	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ministre des Ressources naturelles et de la Faune												
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune	1 239	179	1 418	26	1	27	766	82	848	2 031	262	2 293
Agence de l'efficacité énergétique	28	9	37	1	0	1	0	0	0	29	9	38

Conseil Cris-Québec sur la foresterie	2	1	3	0	0	0	0	0	0	0	2	1	3
Fondation de la faune du Québec	16	2	18	0	0	0	0	0	0	0	16	2	18
Hydro-Québec	1 269	249	1 518	7 688	1 292	8 980	10 136	2 110	12 246	19 093	3 651	22 744	
Régie de l'énergie	1	0	1	60	3	63	0	0	0	61	3	64	
Société de développement de la Baie-James	0	0	0	0	0	0	56	15	71	56	15	71	
Société Eeyou de la Baie-James (organisme en coparticipation)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Société nationale de l'amiante	0	0	0	0	0	0	2	0	2	2	0	2	
Ministre des Transports du Québec													
Ministère des Transports du Québec	919	91	1 010	299	124	423	1 273	654	1 927	2 491	869	3 360	
Agence métropolitaine de transport	0	0	0	40	46	86	0	0	0	40	46	86	
Commission de la capitale nationale du Québec	21	21	42	0	0	0	0	0	0	21	21	42	
Commission des transports du Québec	68	3	71	77	4	81	0	0	0	145	7	152	
Forum des intervenants de l'industrie du camionnage général	1	0	1	0	1	1	0	0	0	1	1	2	
Forum des intervenants de l'industrie du taxi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Société de l'assurance automobile du Québec	1 775	387	2 162	292	155	447	608	288	896	2 675	830	3 505	
Société des traversiers du Québec	121	36	157	0	0	0	190	141	331	311	177	488	
Ministre des Affaires municipales et des Régions													
Ministère des Affaires municipales et des Régions	403	49	452	92	13	105	84	7	91	579	69	648	
Commission municipale du Québec	4	1	5	1	0	1	0	0	0	5	1	6	
Immobilière SHQ	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Régie du logement	23	1	24	106	18	124	66	8	74	195	27	222	
Société d'habitation du Québec	304	18	322	56	5	61	0	0	0	360	23	383	
Société québécoise d'assainissement des eaux	0	0	0	2	0	2	0	0	0	2	0	2	
Ministre de la Culture et des Communications													
Ministère de la Culture et des Communications	393	79	472	133	54	187	151	59	210	677	192	869	
Bibliothèque et archives nationales du Québec	0	0	0	421	173	594	0	0	0	421	173	594	

Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs	0	0	0	4	2	6	0	0	0	4	2	6
Commission de toponymie	15	0	15	0	0	0	0	0	0	15	0	15
Commission des biens culturels du Québec	2	0	2	0	0	0	0	0	0	2	0	2
Conseil consultatif de la lecture et du livre	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	1
Conseil des arts et des lettres du Québec	33	2	35	32	6	38	0	0	0	65	8	73
Conseil supérieur de la langue française	16	0	16	1	0	1	0	0	0	17	0	17
Musée d'art contemporain de Montréal	0	0	0	62	41	103	0	0	0	62	41	103
Musée de la civilisation	142	100	242	0	0	0	0	0	0	142	100	242
Musée national des beaux-arts du Québec	107	28	135	0	0	0	0	0	0	107	28	135
Office québécois de la langue française	68	4	72	142	3	145	13	0	13	223	7	230
Régie du cinéma	0	0	0	79	8	87	0	0	0	79	8	87
Secrétariat à la politique linguistique	9	0	9	0	0	0	0	0	0	9	0	9
Société de développement des entreprises culturelles	4	0	4	95	8	103	0	0	0	99	8	107
Société de la Place des arts de Montréal	0	0	0	63	38	101	0	0	0	63	38	101
Société de télédiffusion du Québec (Télé-Québec)	9	15	24	227	52	279	25	9	34	261	76	337
Société du Grand Théâtre du Québec	37	180	217	0	0	0	0	0	0	37	180	217
Ministre du Revenu												
Ministère du Revenu	2 225	755	2 980	1 651	1 053	2 704	1 221	424	1 645	5 097	2 232	7 329
Registraire des entreprises	157	28	185	23	1	24	0	0	0	180	29	209
Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale												
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	1 308	199	1 507	356	54	410	1 677	569	2 246	3 341	822	4 163
Commission des partenaires du marché du travail	0	0	0	85	0	85	0	0	0	85	0	85
Conseil de gestion de l'assurance parentale	8	1	9	0	0	0	0	0	0	8	1	9
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et des piégeurs cris	6	1	7	0	0	0	11	1	12	17	2	19
Régie des rentes du Québec	899	110	1 009	158	13	171	30	1	31	1 087	124	1 211
Secrétariat Entraide – secteurs public et parapublic	11	0	11	0	0	0	0	0	0	11	0	11

Ministre du Tourisme													
Ministère du Tourisme	137	16	153	149	55	204	0	3	3	286	74	360	
Régie des installations olympiques	0	0	0	175	102	277	0	0	0	175	102	277	
Société du Centre des congrès de Québec	63	7	70	0	0	0	0	0	0	63	7	70	
Société du Palais des congrès de Montréal	0	0	0	105	113	218	0	0	0	105	113	218	
Ministre de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine													
Ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine	150	19	169	157	21	178	67	10	77	374	50	424	
Conseil de la famille et de l'enfance	11	2	13	0	0	0	0	0	0	11	2	13	
Conseil des aînés	6	0	6	0	0	0	0	0	0	6	0	6	
Conseil du statut de la femme	34	2	36	5	0	5	13	1	14	52	3	55	
Curateur public du Québec	37	13	50	427	154	581	53	20	73	517	187	704	
Ministre du Travail													
Ministère du Travail	152	12	164	60	4	64	0	0	0	212	16	228	
Bureau d'évaluation médicale	4	2	6	10	2	12	0	0	0	14	4	18	
Commissaire de l'industrie de la construction	4	0	4	5	0	5	0	0	0	9	0	9	
Commission de la construction du Québec	63	28	91	556	182	738	104	33	137	723	243	966	
Commission de la santé et de la sécurité du travail	1 162	190	1 352	860	208	1 068	1 376	295	1 671	3 398	693	4 091	
Commission de l'équité salariale	40	8	48	12	1	13	0	0	0	52	9	61	
Commission des lésions professionnelles du Québec	87	4	91	131	6	137	196	14	210	414	24	438	
Commission des normes du travail	208	9	217	167	22	189	148	25	173	523	56	579	
Commission des relations du travail	42	11	53	71	5	76	0	0	0	113	16	129	
Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre	0	0	0	4	0	4	0	0	0	4	0	4	
Conseil des services essentiels	4	0	4	20	3	23	0	0	0	24	3	27	
Régie du bâtiment du Québec	86	18	104	103	18	121	178	35	213	367	71	438	
Ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles													
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles	41	20	61	733	435	1 168	92	36	128	866	491	1 357	

Conseil des relations interculturelles	0	0	0	6	1	7	0	0	0	6	1	7
Ministre des Services gouvernementaux												
Ministère des Services gouvernementaux	259	24	283	4	0	4	3	0	3	266	24	290
Centre de services partagés du Québec	980	171	1 151	41	27	68	14	20	34	1 035	218	1 253
Fonds	3 479	987	4 466	1 920	426	2 346	4 875	1 427	6 302	10 274	2 840	13 114
Services Québec	118	14	132	17	0	17	120	13	133	255	27	282
Société immobilière du Québec	334	14	348	169	13	182	80	13	93	583	40	623
Total	32 244	7 189	39 429	27 775	7 739	35 514	32 215	12 036	44 251	92 234	26 964	119 194

**Localisation de l'effectif des ministères et des organismes
gouvernementaux au 31 mars 2006**

	Nombre	Pourcentage
Ville de Québec	39 429	33,1%
Ville de Montréal	35 514	29,8%
Autres régions	44 251	37,1%
Total	119 194	100%

ANNEXE 3

PROFIL DE LOCALISATION DU PERSONNEL D'ENCADREMENT (MINISTÈRES ET ORGANISMES) ET DES SIÈGES SOCIAUX (ORGANISMES) AU 31 MARS 2006

Nom de l'organisme	QUÉBEC	MONTRÉAL	AUTRES RÉGIONS	LE QUÉBEC	SIÈGE SOCIAL
Premier ministre					
Ministère du Conseil exécutif	70	4	3	77	
Commission d'accès à l'information	2	0	0	2	Québec
Conseil de l'Ordre national du Québec	1	0	0	1	Québec
Conseil permanent de la jeunesse	2	0	0	2	Québec
Président de l'Assemblée nationale					
Assemblée nationale du Québec	45	0	0	45	
Comité consultatif sur la Loi électorale	0	0	0	0	Québec
Commissaire au lobbying	4	0	0	4	Québec
Commission de la représentation	0	0	0	0	Québec
Conseil du référendum	0	0	0	0	Québec
Directeur général des élections	14	0	0	14	Québec
Fondation Jean-Charles-Bonenfant	1	0	0	1	Québec
Le Protecteur du citoyen	7	1	0	8	Québec
Vérificateur général du Québec	24	5	0	29	Québec
Ministre de la Sécurité publique et vice-premier ministre					
Ministère de la Sécurité publique	102	121	129	352	
Bureau du coroner	1	1	0	2	Québec
Comité de déontologie policière	2	5	0	7	Québec
Commissaire à la déontologie policière	3	1	0	4	Québec
Commission québécoise des libérations conditionnelles	1	0	0	1	Québec
École nationale de police du Québec	0	0	19	19	Nicolet

École nationale des pompiers du Québec	0	0	2	2	Laval
Régie des alcools, des courses et des jeux	6	2	0	8	Québec
Sûreté du Québec	1	27	2	30	Québec

Présidente du Conseil du trésor et ministre responsable de l'Administration gouvernementale

Conseil du trésor	51	1	1	53	
Comité de réexamen (agents de la paix et services correctionnels)	0	0	0	0	Québec
Comités de réexamen de la CARRA	0	0	0	0	Québec
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)	29	0	0	29	Québec
Commission de la fonction publique	2	0	0	2	Québec
Partenariats Public-Privé Québec	4	1	0	5	Québec

Ministre des Finances

Ministère des Finances	90	0	0	90	
Autorité des marchés financiers	26	29	0	55	Québec
Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières	0	4	0	4	Montréal
Caisse de dépôt et placement du Québec, Centre CDP Capital	0	141	0	141	Québec
Institut de la statistique du Québec	8	5	0	13	Québec
Société de financement des infrastructures locales du Québec	0	0	0	0	Québec
Société des alcools du Québec	39	72	492	603	Montréal
Société des loteries du Québec	5	166	0	171	Montréal
Société nationale du cheval de course	0	0	0	0	Montréal

Ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie

Ministère des Relations internationales	44	1	28	73	
Agence Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse	0	1	0	1	Montréal
Office franco-québécois pour la jeunesse	0	2	0	2	Montréal
Office Québec-Amériques pour la jeunesse	2	1	0	2	Québec

Ministre de la Santé et des Services sociaux

Ministère de la Santé et des Services sociaux	65	2	0	67	
Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé	0	4	0	4	Montréal
Centre de référence des directeurs généraux et des cadres	0	2	0	2	Montréal
Comité provincial pour la prestation des services de santé et des services sociaux en langue anglaise	0	0	0	0	Montréal
Comités de révision du domaine de la santé	0	0	0	0	Québec
Conseil d'arbitrage de l'assurance maladie	0	0	0	0	Québec
Conseil de la santé et du bien-être	2	0	0	2	Québec
Conseil du médicament	2	0	0	2	Québec
Conseil médical du Québec	0	0	0	0	Québec
Corporation d'hébergement du Québec	13	1	0	14	Québec
Corporation d'urgences-santé	0	87	0	87	Montréal
Héma-Québec	24	87	0	111	Montréal
Institut national de santé publique du Québec	17	6	5	28	Québec
Office des personnes handicapées du Québec	1	1	7	9	Drummondville
Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux	1	0	0	1	Québec
Régie de l'assurance maladie du Québec	70	4	0	74	Québec
Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport					
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	86	8	11	105	
Comité d'accréditation des associations d'élèves ou d'étudiants	0	0	0	0	Québec
Comité d'examen des demandes dérogatoires - Aide financière aux études	0	0	0	0	Québec
Commission consultative de l'enseignement privé	0	0	0	0	Québec
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	1	0	0	1	Québec
Conseil supérieur de l'éducation	3	0	0	3	Québec
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	0	12	0	12	Montréal
Ministre de la Justice					
Ministère de la Justice	63	23	41	127	
Comité de révision de l'aide juridique	0	0	0	0	Montréal

Commission d'appel pour les autochtones du Québec	0	0	0	0	Montréal
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	0	10	0	10	Montréal
Commission des services juridiques	0	7	0	7	Montréal
Conseil consultatif de l'Ordre des sages-femmes du Québec	0	0	0	0	Montréal
Conseil de la justice administrative	0	0	0	0	Québec
Conseil de la magistrature	1	0	0	1	Québec
Fonds d'aide aux recours collectifs	0	0	0	0	Montréal
Office de la protection du consommateur	2	2	3	7	Québec
Office des professions du Québec	3	0	0	3	Québec
Société québécoise d'information juridique	0	4	0	4	Montréal
Tribunal administratif du Québec	7	3	0	10	Québec
Tribunal des droits de la personne	0	0	0	0	Montréal
Tribunal des professions	0	0	0	0	Montréal
Ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs					
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs	64	2	28	94	
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)	2	0	0	2	Québec
Comité d'évaluation (qualité de l'environnement de la baie James)	0	0	0	0	Québec
Comité d'examen (qualité de l'environnement de la baie James)	0	0	0	0	Québec
Commission de la qualité de l'environnement Kativik	0	0	0	0	Québec
Société des établissements de plein air du Québec	51	1	164	216	Québec
Société québécoise de récupération et de recyclage	3	5	0	8	Québec
Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation					
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	73	0	62	135	
Bureau d'accréditation des pêcheurs et des aides-pêcheurs du Québec	0	0	0	0	Grande-Rivière
Commission de protection du territoire agricole du Québec	2	0	2	4	Québec

Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	0	0	0	0	Lévis
La financière agricole du Québec	1	0	33	34	Lévis
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	0	1	0	1	Montréal
Ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation					
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation	51	20	18	89	
Centre de recherche industrielle du Québec	12	4	0	16	Québec
Conseil de la science et de la technologie	2	0	0	2	Québec
Fonds de la recherche en santé du Québec	0	3	0	3	Montréal
Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies	5	0	0	5	Québec
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture	3	2	0	5	Québec
Investissement Québec	12	23	3	38	Québec
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	0	0	5	5	Bécancour
Société générale de financement du Québec	0	1	0	1	Montréal
Société Innovatech du sud du Québec	0	0	5	5	Sherbrooke
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches	5	0	0	5	Québec
Société Innovatech Régions ressources	0	0	0	0	Québec
Ministre des Ressources naturelles et de la Faune					
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune	94	2	67	163	
Agence de l'efficacité énergétique	3	0	0	3	Québec
Conseil Cris-Québec sur la foresterie	2	0	0	2	Québec
Fondation de la faune du Québec	1	0	0	1	Québec
Hydro-Québec	126	823	946	1 895	Montréal
Régie de l'énergie	0	5	0	5	Montréal
Société de développement de la Baie-James	0	0	71	71	Chibougamau
Société Eeyou de la Baie-James (organisme en coparticipation)	0	0	0	0	Chisasibi
Société nationale de l'amiante	0	0	2	2	Thetford Mines
Ministre des Transports du Québec					
Ministère des Transports du Québec	90	23	124	237	

Agence métropolitaine de transport	0	0	0	0	Montréal
Commission de la capitale nationale du Québec	4	0	0	4	Québec
Commission des transports du Québec	6	2	0	8	Québec
Forum des intervenants de l'industrie du camionnage général	0	1	0	1	Québec
Forum des intervenants de l'industrie du taxi	0	0	0	0	Québec
Société de l'assurance automobile du Québec	115	17	47	179	Québec
Société des traversiers du Québec	10	0	4	14	Québec

Ministre des Affaires municipales et des Régions

Ministère des Affaires municipales et des Régions	39	17	11	67	
Commission municipale du Québec	1	0	0	1	Québec
Immobilière SHQ	0	0	0	0	Québec
Régie du logement	1	4	1	6	Montréal
Société d'habitation du Québec	18	1	0	19	Québec
Société québécoise d'assainissement des eaux	0	1	0	1	Montréal

Ministre de la Culture et des Communications

Ministère de la Culture et des Communications	37	8	14	59	
Bibliothèque et archives nationales du Québec	0	28	0	28	Montréal
Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs	0	2	0	2	Montréal
Commission de toponymie	1	0	0	1	Québec
Commission des biens culturels du Québec	2	0	0	2	Québec
Conseil consultatif de la lecture et du livre	0	0	0	0	Québec
Conseil des arts et des lettres du Québec	4	3	0	7	Québec
Conseil supérieur de la langue française	1	0	0	1	Québec
Musée d'art contemporain de Montréal	0	8	0	8	Montréal
Musée de la civilisation	12	0	0	12	Québec
Musée national des beaux-arts du Québec	9	0	0	9	Québec
Office québécois de la langue française	5	12	0	17	Montréal
Régie du cinéma	0	3	0	3	Montréal
Secrétariat à la politique linguistique	2	0	0	2	Québec

Société de développement des entreprises culturelles	0	7	0	7	Montréal
Société de la Place des arts de Montréal	0	7	0	7	Montréal
Société de télédiffusion du Québec (Télé-Québec)	2	35	0	37	Montréal
Société du Grand Théâtre du Québec	7	0	0	7	Québec
Ministre du Revenu					
Ministère du Revenu	144	110	74	328	
Registraire des entreprises	7	1	0	8	Québec
Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale					
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	70	16	99	185	
Commission des partenaires du marché du travail	0	5	0	5	Montréal
Conseil de gestion de l'assurance parentale	2	0	0	2	Québec
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et des piégeurs cris	2	0	0	2	Québec
Régie des rentes du Québec	51	5	0	56	Québec
Secrétariat Entraide – secteurs public et parapublic	2	0	0	2	Québec
Ministre du Tourisme					
Ministère du Tourisme	13	10	0	23	
Régie des installations olympiques	0	24	0	24	Montréal
Société du Centre des congrès de Québec	10	0	0	10	Québec
Société du Palais des congrès de Montréal	0	15	0	15	Montréal
Ministre de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine					
Ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine	17	8	3	28	
Conseil de la famille et de l'enfance	2	0	0	2	Québec
Conseil des aînés	2	0	0	2	Québec
Conseil du statut de la femme	3	0	0	3	Québec
Curateur public du Québec	2	26	3	31	Montréal
Ministre du Travail					
Ministère du Travail	10	4	0	14	

Bureau d'évaluation médicale	1	1	0	2	Québec
Commissaire de l'industrie de la construction	2	3	0	5	Québec
Commission de la construction du Québec	6	79	14	99	Montréal
Commission de la santé et de la sécurité du travail	74	45	73	192	Québec
Commission de l'équité salariale	5	0	0	5	Québec
Commission des lésions professionnelles du Québec	2	4	0	6	Québec
Commission des normes du travail	18	6	9	33	Québec
Commission des relations du travail	3	2	0	5	Québec
Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre	0	1	0	1	Montréal
Conseil des services essentiels	0	2	0	2	Montréal
Régie du bâtiment du Québec	10	7	10	27	Montréal

Ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles

Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles	1	45	4	50	
Conseil des relations interculturelles	0	1	0	1	Montréal

Ministre des Services gouvernementaux

Ministère des Services gouvernementaux	22	0	0	22	
Centre de services partagés du Québec	57	4	0	61	Québec
Fonds	216	99	282	597	Québec
Services Québec	17	1	10	28	Québec
Société immobilière du Québec	23	11	6	40	Québec

Total	2 619	2 460	2 937	8 015	
--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--

Localisation de l'effectif d'encadrement des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2006

	Nombre	Pourcentage
Ville de Québec	2 619	32,7%
Ville de Montréal	2 460	30,7%

Autres régions	2 937	36,6%
Total	8 015	100%

Localisation des sièges sociaux des organismes gouvernementaux au 31 mars 2006

	Nombre	Pourcentage
Ville de Québec	99	63,5%
Ville de Montréal	46	29,5%
Autres régions	11	7,1%
Total	156	100%

ANNEXE 4

Profil de localisation des sièges sociaux des organismes gouvernementaux dont le rayonnement est national, au 31 mars 2006

Catégorie, type, fonction dominante et nom	Siège social
CATEGORIE 1 : ORGANISMES CONSULTATIFS	
<i>Conseils</i>	
La fonction dominante des conseils est la consultation.	
Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé	Montréal
Comité consultatif sur la Loi électorale	Québec
Comité provincial pour la prestation des services de santé et des services sociaux en langue anglaise	Montréal
Comités de révision (professionnels de la santé)	Québec
Commission consultative de l'enseignement privé	Québec
Commission des biens culturels du Québec	Québec
Commission des partenaires du marché du travail	Montréal
Conseil consultatif de la lecture et du livre	Québec
Conseil consultatif de l'Ordre des sages-femmes du Québec	Montréal
Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre	Montréal
Conseil de la famille et de l'enfance	Québec
Conseil de la justice administrative	Québec
Conseil de la santé et du bien-être	Québec
Conseil de la science et de la technologie	Québec
Conseil de l'Ordre national du Québec, Secrétariat de l'Ordre national du Québec	Québec
Conseil des aînés	Québec
Conseil des relations interculturelles	Montréal
Conseil du statut de la femme	Québec
Conseil médical du Québec	Québec
Conseil permanent de la jeunesse	Québec
Conseil supérieur de la langue française	Québec
Conseil supérieur de l'éducation	Québec
Forum des intervenants de l'industrie du camionnage général	Québec
Forum des intervenants de l'industrie du taxi	Québec
Partenariats Public-Privé Québec	Québec
Ville de Québec	19
Ville de Montréal	6
Autres régions	0
Total partiel	25

CATÉGORIE 2 : ORGANISMES DÉCISIONNELS

Tribunaux administratifs

La fonction dominante des tribunaux administratifs est la juridiction.

Comité de déontologie policière	Québec
Comité de révision de l'aide juridique	Montréal
Commissaire de l'industrie de la construction	Québec
Commission d'accès à l'information	Québec
Commission d'appel pour les autochtones du Québec	Val-d'Or
Commission des lésions professionnelles	Québec
Commission municipale du Québec	Québec
Conseil d'arbitrage de l'assurance maladie	Québec
Conseil du référendum	Québec
Tribunal administratif du Québec	Québec
Tribunal des droits de la personne	Montréal
Tribunal des professions	Montréal

Ville de Québec	8
Ville de Montréal	3
Autres régions	1
Total partiel	12

Régies

La fonction dominante des régies est la régulation.

Autorité des marchés financiers	Québec
Bureau d'accréditation des pêcheurs et des aides-pêcheurs du Québec	Grande-Rivière
Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières	Montréal
Comité d'accréditation des associations d'élèves ou d'étudiants	Montréal
Commission de la construction du Québec	Montréal
Commission de la représentation (Directeur général des élections)	Québec
Commission de protection du territoire agricole du Québec	Québec
Commission de reconnaissance d'artistes et des associations de producteurs	Montréal
Commission de toponymie du Québec	Québec
Commission des normes du travail	Québec
Commission des transports du Québec	Québec
Directeur général des élections	Québec
Office de la protection du consommateur	Québec
Office des professions du Québec	Québec
Office québécois de la langue française	Montréal
Régie de l'énergie	Montréal
Régie des alcools, des courses et des jeux	Québec
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	Montréal
Régie du bâtiment du Québec	Montréal
Régie du cinéma	Montréal
Régie du logement	Montréal
Registraire des entreprises	Québec

Ville de Québec	11
Ville de Montréal	10
Autres régions	1
Total partiel	22

CATÉGORIE 3 : ORGANISMES DE GESTION

Sociétés d'aménagement ou de gestion d'équipement

La fonction dominante des sociétés d'aménagement ou de gestion d'équipement est la gestion de nature commerciale, financière ou industrielle.

Commission de la capitale nationale du Québec	Québec
Corporation d'hébergement du Québec	Québec
Société des traversiers du Québec	Québec
Société immobilière du Québec	Québec

Ville de Québec	4
Ville de Montréal	0
Autres régions	0
Total partiel	4

Sociétés d'assistance financière ou technique

La fonction dominante des sociétés d'assistance financière ou technique est la gestion de nature commerciale, financière ou industrielle.

Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ)	Québec
Fondation de la faune du Québec	Québec
Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies	Québec
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture	Québec
Immobilière SHQ	Québec
Investissement-Québec	Québec
La Financière agricole du Québec	Québec
Société de développement des entreprises culturelles, Direction générale cinéma et production télévisuelle	Montréal
Société de financement des infrastructures locales du Québec	Québec
Société d'habitation du Québec	Québec
Société nationale du cheval de course	Montréal
Société québécoise d'assainissement des eaux	Montréal

Ville de Québec	9
Ville de Montréal	3
Autres régions	0
Total partiel	12

Sociétés de gestion des régimes de retraite ou d'assurances

La fonction dominante des sociétés de gestion des régimes de retraite ou d'assurances est la gestion de nature commerciale, financière ou industrielle.

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)	Québec
Commission de la santé et de la sécurité au travail	Québec
Conseil de gestion de l'assurance parentale	Québec
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	Québec
Régie de l'assurance maladie du Québec	Québec
Régie des rentes du Québec	Québec
Société de l'assurance automobile du Québec	Québec

Ville de Québec	7
Ville de Montréal	0
Autres régions	0
Total partiel	7

Sociétés de services

La fonction dominante des sociétés de services est la gestion de nature commerciale, financière ou industrielle.

Centre de services partagés du Québec	Québec
Curateur public	Montréal
Société québécoise de récupération et de recyclage	Québec
Société québécoise d'information juridique	Montréal
Télé-Québec	Montréal

Ville de Québec	2
Ville de Montréal	3
Autres régions	0
Total partiel	5

Sociétés d'État

La fonction dominante des sociétés d'État est la gestion de nature commerciale, financière ou industrielle.

Caisse de dépôt et placement	Québec
Hydro-Québec	Montréal
Société de développement de la Baie-James	Chibougamau
Société des alcools du Québec	Montréal
Société des établissements de plein air du Québec	Québec
Société des loteries du Québec	Montréal
Société générale de financement du Québec	Montréal
Société nationale de l'amiante	Thetford Mines

Ville de Québec	2
Ville de Montréal	4
Autres régions	2
Total partiel	8

Offices

La fonction dominante des offices est la gestion de nature autre que commerciale, financière ou industrielle.

Agence Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse	Montréal
Bibliothèque nationale du Québec	Montréal
Bureau du coroner	Québec
Centre de référence des directeurs généraux et des cadres	Québec
Commission des services juridiques	Montréal
Conseil des arts et des lettres du Québec	Québec
École nationale de police du Québec	Nicolet
École nationale des pompiers du Québec	Laval
Fondation Jean-Charles-Bonenfant	Québec

Fonds d'aide aux recours collectifs	Montréal
Fonds de recherche en santé du Québec	Montréal
Héma-Québec	Montréal
Institut de la statistique du Québec	Québec
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	Montréal
Institut national de santé publique du Québec	Québec
Office des personnes handicapées du Québec	Drummondville
Office franco-québécois pour la jeunesse	Montréal
Office Québec-Amériques pour la jeunesse	Québec
Secrétariat Entraide – secteurs public et parapublic	Québec

Ville de Québec	8
Ville de Montréal	8
Autres régions	3
Total partiel	19

CATÉGORIE 4 : ORGANISMES D'INTERMÉDIATION

Commissions

La fonction dominante des commissions est l'une ou l'autre des suivantes : étude, examen, enquête, évaluation, conciliation.

Agence de l'efficacité énergétique	Québec
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	Québec
Bureau d'évaluation médicale	Québec
Comité d'examen des demandes dérogatoires – Aide financière aux étudiants	Québec
Comités de réexamen de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)	Québec
Commissaire à la déontologie policière	Québec
Commissaire au lobbyisme	Québec
Commission de l'équité salariale	Québec
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	Montréal
Commission des relations du travail	Québec
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	Québec
Commission québécoise des libérations conditionnelles	Québec
Conseil de la magistrature	Québec
Conseil des services essentiels	Montréal
Conseil du médicament	Québec
Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux	Québec
Protecteur du citoyen	Québec
Vérificateur général	Québec

Ville de Québec	16
Ville de Montréal	2
Autres régions	0
Total partiel	18

Localisation des sièges sociaux des organismes gouvernementaux dont le rayonnement est national, au 31 mars 2006	Nombre (pourcentage)
Ville de Québec	88 (65,7 %)
Ville de Montréal	39 (29,1 %)
Autres régions	7 (5,2 %)
Total	134 (100 %)

Population d'organismes visée :

Les organismes retenus sont ceux qui répondent aux critères suivants :

- organismes dont le rayonnement est national (et non local ou régional);
- organismes de nature permanente dont les dirigeants sont nommés par le gouvernement ou dont le financement est assuré en tout ou en partie par l'État, ou les deux à la fois.

Les autres organismes, les comités consultatifs, les commissions temporaires et les organismes inopérants sont exclus de cette compilation.

Source : Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2006.

Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2006.

ANNEXE 5

MODIFICATIONS INTRODUITES DANS LA LISTE DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX ENTRE LE 31 MARS 2004 ET LE 31 MARS 2006

Nouveaux noms sur la liste d'organismes

- Centre de services partagés du Québec
- Conseil de gestion de l'assurance parentale
- Partenariats Public-Privé Québec
- Secrétariat Entraide – secteurs public et parapublic
- Services Québec
- Société de financement des infrastructures locales du Québec

Abolitions, fusions, intégration d'organismes

- Conseil de surveillance des activités de la Sûreté du Québec (abolition)
- Fonds central pour le bénéfice des personnes incarcérées (abolition)
- La Financière agricole du Québec – Financement forestier (intégré à La Financière agricole du Québec)
- La financière du Québec (intégré à Investissement Québec)
- Musée des beaux-arts de Montréal (retiré de la liste – organisme privé)
- Secrétariat aux loisirs et aux sports (intégré au Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport)
- Société de développement de la zone de commerce international de Montréal à Mirabel (abolition)
- Société de la faune et des parcs du Québec (intégré au ministère des Ressources naturelles et de la Faune et au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs)
- Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud (abolition)
- Société Innovatech du Grand Montréal (privatisation)

Organisme dont le nom a été modifié

- Bibliothèque nationale du Québec, devenue Bibliothèque et archives nationales du Québec

ANNEXE 6

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2006 (PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE)

Notes	Nom de l'organisme	QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
		Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
	Agence de l'efficacité énergétique	28	9	37	1	0	1	0	0	0	29	9	38
	Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé	0	0	0	9	1	10	0	0	0	9	1	10
	Agence métropolitaine de transport	0	0	0	40	46	86	0	0	0	40	46	86
1	Agence Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse	0	0	0	4	0	4	0	0	0	4	0	4
	Assemblée nationale du Québec	496	199	695	1	0	1	1	0	1	498	199	697
	Autorité des marchés financiers	224	24	248	264	42	306	0	0	0	488	66	554
	Bibliothèque et archives nationales du Québec	0	0	0	421	173	594	0	0	0	421	173	594
	Bureau d'accréditation des pêcheurs et des aides-pêcheurs du Québec	0	0	0	0	0	0	2	3	5	2	3	5
	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)	49	14	63	0	0	0	0	0	0	49	14	63
	Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières	0	0	0	11	2	13	0	0	0	11	2	13
	Bureau d'évaluation médicale	4	2	6	10	2	12	0	0	0	14	4	18
	Bureau du coroner	34	2	36	16	3	19	0	0	0	50	5	55
	Caisse de dépôt et placement du Québec, Centre CDP Capital	3	0	3	771	53	824	0	0	0	774	53	827
	Centre de recherche industrielle du Québec	195	1	196	56	1	57	1	0	1	252	2	254
2	Centre de référence des directeurs généraux et des cadres	3	0	3	8	0	8	0	0	0	11	0	11
3	Centre de services partagés du Québec	980	171	1 151	41	27	68	14	20	34	1 035	218	1 253
4	Comité consultatif sur la Loi électorale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5	Comité d'accréditation des associations d'élèves ou d'étudiants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Comité de déontologie policière	11	0	11	8	0	8	0	0	0	19	0	19
6	Comité de réexamen (agents de la paix et services correctionnels)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	Comité de révision de l'aide juridique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Comité d'évaluation (qualité de l'environnement de la baie James)	2	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0

	Comité d'examen (qualité de l'environnement de la baie James)	2	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0
8	Comité d'examen des demandes dérogatoires - Aide financière aux études	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9	Comité provincial pour la prestation des services de santé et des services sociaux en langue anglaise	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Comités de réexamen de la CARRA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
11	Comités de révision du domaine de la santé	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Commissaire à la déontologie policière	20	0	20	15	1	16	0	0	0	35	1	36
	Commissaire au lobbying	20	3	23	0	0	0	0	0	0	20	3	23
	Commissaire de l'industrie de la construction	4	0	4	5	0	5	0	0	0	9	0	9
	Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)	443	150	593	0	0	0	0	0	0	443	150	593
	Commission consultative de l'enseignement privé	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	1
	Commission d'accès à l'information	38	4	42	7	0	7	0	0	0	45	4	49
12	Commission d'appel pour les autochtones du Québec	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Commission de la capitale nationale du Québec	21	21	42	0	0	0	0	0	0	21	21	42
	Commission de la construction du Québec	63	28	91	556	182	738	104	33	137	723	243	966
	Commission de la fonction publique	31	6	37	0	0	0	0	0	0	31	6	37
13	Commission de la qualité de l'environnement Kativik	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
14	Commission de la représentation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Commission de la santé et de la sécurité du travail	1 162	190	1 352	860	208	1 068	1 376	295	1 671	3 398	693	4 091
	Commission de l'équité salariale	40	8	48	12	1	13	0	0	0	52	9	61
	Commission de protection du territoire agricole du Québec	51	3	54	0	0	0	42	0	42	93	3	96
	Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs	0	0	0	4	2	6	0	0	0	4	2	6
	Commission de toponymie	15	0	15	0	0	0	0	0	0	15	0	15
	Commission des biens culturels du Québec	2	0	2	0	0	0	0	0	0	2	0	2
	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	8	2	10	121	23	144	27	7	34	156	32	188
	Commission des lésions professionnelles du Québec	87	4	91	131	6	137	196	14	210	414	24	438
	Commission des normes du travail	208	9	217	167	22	189	148	25	173	523	56	579
	Commission des partenaires du marché du travail	0	0	0	85	0	85	0	0	0	85	0	85
	Commission des relations du travail	42	11	53	71	5	76	0	0	0	113	16	129
	Commission des services juridiques	0	0	0	51	0	51	0	0	0	51	0	51
	Commission des transports du Québec	68	3	71	77	4	81	0	0	0	145	7	152
	Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	25	0	25	0	0	0	0	0	0	25	0	25

	Commission municipale du Québec	4	1	5	1	0	1	0	0	0	5	1	6
	Commission québécoise des libérations conditionnelles	18	0	18	8	0	8	0	0	0	26	0	26
	Conseil consultatif de la lecture et du livre	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	1
15	Conseil consultatif de l'Ordre des sages-femmes du Québec	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre	0	0	0	4	0	4	0	0	0	4	0	4
	Conseil Cris-Québec sur la foresterie	2	1	3	0	0	0	0	0	0	2	1	3
16	Conseil d'arbitrage de l'assurance maladie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Conseil de gestion de l'assurance parentale	8	1	9	0	0	0	0	0	0	8	1	9
	Conseil de la famille et de l'enfance	11	2	13	0	0	0	0	0	0	11	2	13
	Conseil de la justice administrative	3	0	3	0	0	0	0	0	0	3	0	3
	Conseil de la magistrature	3	0	3	1	0	1	0	0	0	4	0	4
	Conseil de la santé et du bien-être	7	2	9	0	0	0	0	0	0	7	2	9
	Conseil de la science et de la technologie	14	2	16	0	0	0	0	0	0	14	2	16
	Conseil de l'Ordre national du Québec	3	0	3	0	0	0	0	0	0	3	0	3
	Conseil des aînés	6	0	6	0	0	0	0	0	0	6	0	6
	Conseil des arts et des lettres du Québec	33	2	35	32	6	38	0	0	0	65	8	73
	Conseil des relations interculturelles	0	0	0	6	1	7	0	0	0	6	1	7
	Conseil des services essentiels	4	0	4	20	3	23	0	0	0	24	3	27
	Conseil du médicament	25	2	27	0	0	0	0	0	0	25	2	27
17	Conseil du référendum	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Conseil du statut de la femme	34	2	36	5	0	5	13	1	14	52	3	55
	Conseil du trésor	455	49	504	17	18	35	12	41	53	484	108	592
18	Conseil médical du Québec	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Conseil permanent de la jeunesse	8	0	8	0	0	0	0	0	0	8	0	8
	Conseil supérieur de la langue française	16	0	16	1	0	1	0	0	0	17	0	17
	Conseil supérieur de l'éducation	29	0	29	1	0	1	0	0	0	30	0	30
	Corporation d'hébergement du Québec	69	43	112	4	13	17	0	0	0	73	56	129
	Corporation d'urgences-santé	0	0	0	791	418	1 209	0	0	0	791	418	1 209
	Curateur public du Québec	37	13	50	427	154	581	53	20	73	517	187	704
	Directeur général des élections	178	58	236	4	3	7	0	0	0	182	61	243
	École nationale de police du Québec	0	0	0	0	0	0	139	250	389	139	250	389
	École nationale des pompiers du Québec	0	0	0	0	0	0	10	0	10	10	0	10
	Fondation de la faune du Québec	16	2	18	0	0	0	0	0	0	16	2	18
	Fondation Jean-Charles-Bonenfant	3	0	3	0	0	0	0	0	0	3	0	3

19	Fonds	3 479	987	4 466	1 920	426	2 346	4 875	1 427	6 302	10 274	2 840	13 114
	Fonds d'aide aux recours collectifs	0	0	0	3	0	3	0	0	0	3	0	3
20	Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Fonds de la recherche en santé du Québec	0	0	0	29	0	29	0	0	0	29	0	29
	Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies	41	0	41	0	0	0	0	0	0	41	0	41
	Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture	24	0	24	6	1	7	0	0	0	30	1	31
	Forum des intervenants de l'industrie du camionnage général	1	0	1	0	1	1	0	0	0	1	1	2
21	Forum des intervenants de l'industrie du taxi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Héma-Québec	377	19	396	899	38	937	0	0	0	1 276	57	1 333
	Hydro-Québec	1 269	249	1 518	7 688	1 292	8 980	10 136	2 110	12 246	19 093	3 651	22 744
22	Immobilière SHQ	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Institut de la statistique du Québec	147	68	215	35	45	80	0	0	0	182	113	295
	Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	0	0	0	131	156	287	0	0	0	131	156	287
	Institut national de santé publique du Québec	162	46	208	83	18	101	133	16	149	378	80	458
	Investissement Québec	102	0	102	196	0	196	85	0	85	383	0	383
	La financière agricole du Québec	10	0	10	0	0	0	525	142	667	535	142	677
	Le Protecteur du citoyen	61	9	70	27	5	32	0	0	0	88	14	102
	Ministère de la Culture et des Communications	393	79	472	133	54	187	151	59	210	677	192	869
	Ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine	150	19	169	157	21	178	67	10	77	374	50	424
	Ministère de la Justice	999	226	1 225	884	449	1 333	1 193	524	1 717	3 076	1 199	4 275
	Ministère de la Santé et des Services sociaux	640	134	774	36	23	59	0	0	0	676	157	833
	Ministère de la Sécurité publique	1 252	94	1 346	1 566	94	1 660	1 476	113	1 589	4 294	301	4 595
	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	749	124	873	31	0	31	1 054	182	1 236	1 834	306	2 140
	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	1 107	493	1 600	121	319	440	113	17	130	1 341	829	2 170
	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	1 308	199	1 507	356	54	410	1 677	569	2 246	3 341	822	4 163
	Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles	41	20	61	733	435	1 168	92	36	128	866	491	1 357
	Ministère des Affaires municipales et des Régions	403	49	452	92	13	105	84	7	91	579	69	648
	Ministère des Finances	630	67	697	0	2	2	0	0	0	630	69	699
	Ministère des Relations internationales	322	16	338	16	0	16	44	1	45	382	17	399
	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune	1 239	179	1 418	26	1	27	766	82	848	2 031	262	2 293
	Ministère des Services gouvernementaux	259	24	283	4	0	4	3	0	3	266	24	290

Ministère des Transports du Québec	919	91	1 010	299	124	423	1 273	654	1 927	2 491	869	3 360
Ministère du Conseil exécutif	369	31	400	10	1	11	9	0	9	388	32	420
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs	930	140	1 070	67	3	70	638	106	744	1 635	249	1 884
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation	499	49	548	222	14	236	166	6	172	887	69	956
Ministère du Revenu	2 225	755	2 980	1 651	1 053	2 704	1 221	424	1 645	5 097	2 232	7 329
Ministère du Tourisme	137	16	153	149	55	204	0	3	3	286	74	360
Ministère du Travail	152	12	164	60	4	64	0	0	0	212	16	228
Musée d'art contemporain de Montréal	0	0	0	62	41	103	0	0	0	62	41	103
Musée de la civilisation	142	100	242	0	0	0	0	0	0	142	100	242
Musée national des beaux-arts du Québec	107	28	135	0	0	0	0	0	0	107	28	135
Office de la protection du consommateur	40	4	44	35	2	37	23	1	24	98	7	105
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et des piégeurs cris	6	1	7	0	0	0	11	1	12	17	2	19
Office des personnes handicapées du Québec	12	2	14	18	4	22	98	21	119	128	27	155
Office des professions du Québec	36	5	41	0	0	0	0	0	0	36	5	41
23 Office franco-québécois pour la jeunesse	0	0	0	21	0	21	0	0	0	21	0	21
24 Office Québec-Amériques pour la jeunesse	13	0	13	1	0	1	0	0	0	14	0	14
Office québécois de la langue française	68	4	72	142	3	145	13	0	13	223	7	230
Partenariats Public-Privé Québec	14	0	14	10	1	11	0	0	0	24	1	25
Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux	12	1	13	20	3	23	0	0	0	32	4	36
Régie de l'assurance maladie du Québec	1 129	344	1 473	111	42	153	0	0	0	1 240	386	1 626
Régie de l'énergie	1	0	1	60	3	63	0	0	0	61	3	64
Régie des alcools, des courses et des jeux	79	27	106	101	26	127	0	0	0	180	53	233
Régie des installations olympiques	0	0	0	175	102	277	0	0	0	175	102	277
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	0	0	0	25	1	26	15	0	15	40	1	41
Régie des rentes du Québec	899	110	1 009	158	13	171	30	1	31	1 087	124	1 211
Régie du bâtiment du Québec	86	18	104	103	18	121	178	35	213	367	71	438
Régie du cinéma	0	0	0	79	8	87	0	0	0	79	8	87
Régie du logement	23	1	24	106	18	124	66	8	74	195	27	222
Registraire des entreprises	157	28	185	23	1	24	0	0	0	180	29	209
Secrétariat à la politique linguistique	9	0	9	0	0	0	0	0	0	9	0	9
Secrétariat Entraide – secteurs public et parapublic	11	0	11	0	0	0	0	0	0	11	0	11
Services Québec	118	14	132	17	0	17	120	13	133	255	27	282

	Société de développement de la Baie-James	0	0	0	0	0	0	56	15	71	56	15	71
	Société de développement des entreprises culturelles	4	0	4	95	8	103	0	0	0	99	8	107
25	Société de financement des infrastructures locales du Québec	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Société de la Place des arts de Montréal	0	0	0	63	38	101	0	0	0	63	38	101
	Société de l'assurance automobile du Québec	1 775	387	2 162	292	155	447	608	288	896	2 675	830	3 505
	Société de télédiffusion du Québec (Télé-Québec)	9	15	24	227	52	279	25	9	34	261	76	337
	Société des alcools du Québec	347	211	558	908	633	1 541	2 506	1 764	4 270	3 761	2 608	6 369
	Société des établissements de plein air du Québec	133	370	503	1	2	3	164	2 505	2 669	298	2 877	3 175
	Société des loteries du Québec	17	6	23	795	170	965	0	0	0	812	176	988
	Société des traversiers du Québec	121	36	157	0	0	0	190	141	331	311	177	488
	Société d'habitation du Québec	304	18	322	56	5	61	0	0	0	360	23	383
	Société du Centre des congrès de Québec	63	7	70	0	0	0	0	0	0	63	7	70
	Société du Grand Théâtre du Québec	37	180	217	0	0	0	0	0	0	37	180	217
	Société du Palais des congrès de Montréal	0	0	0	105	113	218	0	0	0	105	113	218
	Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	0	0	0	0	0	0	14	6	20	14	6	20
26	Société Eyou de la Baie-James (organisme en coparticipation)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Société générale de financement du Québec	26	0	26	77	0	77	7	0	7	110	0	110
	Société immobilière du Québec	334	14	348	169	13	182	80	13	93	583	40	623
	Société Innovatech du sud du Québec	0	0	0	0	0	0	6	0	6	6	0	6
	Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches	8	0	8	0	0	0	0	0	0	8	0	8
27	Société Innovatech Régions ressources	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Société nationale de l'amiante	0	0	0	0	0	0	2	0	2	2	0	2
28	Société nationale du cheval de course	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Société québécoise d'assainissement des eaux	0	0	0	2	0	2	0	0	0	2	0	2
	Société québécoise de récupération et de recyclage	15	3	18	34	5	39	0	0	0	49	8	57
	Société québécoise d'information juridique	0	0	0	118	0	118	0	0	0	118	0	118
	Sûreté du Québec	43	1	44	615	128	743	84	18	102	742	147	889
	Tribunal administratif du Québec	112	8	120	120	7	127	0	0	0	232	15	247
	Tribunal des droits de la personne	0	0	0	4	0	4	0	0	0	4	0	4
29	Tribunal des professions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Vérificateur général du Québec	171	7	178	52	3	55	0	0	0	223	10	233

Total	32 244	7 189	39 429	27 775	7 739	35 514	32 215	12 036	44 251	92 234	26 964	119 194
--------------	---------------	--------------	---------------	---------------	--------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	----------------

**Localisation de l'effectif des ministères
et des organismes gouvernementaux
au 31 mars 2006**

	Nombre	Pourcentage
Ville de Québec	39 429	33,1%
Ville de Montréal	35 514	29,8%
Autres régions	44 251	37,1%
Total	119 194	100%

Notes :

1. Le dirigeant de cet organisme a une tâche répartie entre trois organismes : l'Agence Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse, l'Office franco-québécois pour la jeunesse et l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse.
2. Le Centre de référence des directeurs généraux et des cadres a été aboli en mai 2006; les données rapportées ici sont donc celles produites en 2004, car il a été impossible d'obtenir les données au 31 mars 2006.
3. Les données transmises par le Centre de services partagés du Québec représentent la situation de l'organisme au 1^{er} avril 2006.
4. L'effectif du Comité consultatif sur la Loi électorale est comptabilisé dans celui du Directeur général des élections.
5. Le Comité d'accréditation des associations d'élèves ou d'étudiants n'a pas de personnel.
6. Le Comité de réexamen n'a pas de personnel.
7. L'effectif du Comité de révision de l'aide juridique est comptabilisé dans celui de la Commission des services juridiques.
8. Cet organisme n'a pas de personnel rémunéré.
9. Cet organisme n'avait pas de personnel au 31 mars 2006.

10. Les comités de réexamen sont sous la responsabilité de la Commission. L'expression « comités de réexamen » est employée pour désigner les unités comptables suivantes : Comité de réexamen (cadres intermédiaires), Comité de réexamen (employés faisant partie du Syndicat canadien de la fonction publique) et Comité de réexamen (régime de retraite des élus municipaux).
11. Les comités de révision du domaine de la santé n'ont pas de personnel. L'expression « comités de révision » est employée pour désigner les unités comptables suivantes : Comité de révision des dentistes, Comité de révision des médecins omnipraticiens, Comité de révision des médecins spécialistes, Comité de révision des optométristes, Comité de révision des pharmaciens, Comité de révision des spécialistes en chirurgie buccale et Comités de révision de l'assurance maladie.
12. Les fonctions de la Commission d'appel pour les autochtones du Québec sont exercées, au besoin, par le ministère de la Justice.
13. Le personnel de cet organisme fait partie de l'effectif du ministère de l'Environnement.
14. L'effectif de la Commission de la représentation est comptabilisé dans celui du Directeur général des élections.
15. Le Conseil consultatif de l'Ordre des sages-femmes du Québec n'a pas de personnel.
16. Le personnel de cet organisme fait partie de l'effectif de la Régie de l'assurance maladie du Québec.
17. Le Conseil du référendum n'a pas de personnel.
18. Le personnel de cet organisme fait partie de l'effectif du ministère de la Santé et des Services sociaux.
19. L'expression « fonds » est employée pour désigner les unités comptables suivantes : Compte de gestion de la TPS, Fonds d'aide à l'action communautaire autonome, Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels, Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier, Fonds de financement, Fonds de l'état civil, Fonds de l'information foncière, Fonds de partenariat touristique, Fonds de perception, Fonds des pensions alimentaires, Fonds des registres, Fonds des services de police, Fonds de développement du marché du travail, Fonds de développement régional, Fonds forestiers, Fonds pour la gestion de l'équipement roulant, Fonds de gestion des immeubles du Québec à l'étranger, Fonds pour l'information géographique, Fonds de l'information gouvernementale, Fonds nationaux pour la formation de la main-d'œuvre, Fonds québécois d'initiatives sociales, Fonds des services gouvernementaux, Fonds de vente de biens et de services du ministère des Transports du Québec.
20. Le Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers n'a pas de personnel.
21. Le Forum des intervenants de l'industrie du taxi n'a pas de personnel (organisme inactif au 31 mars 2006).
22. Le personnel de cet organisme fait partie de l'effectif de la Société d'habitation du Québec.

23. Le dirigeant de cet organisme a une tâche répartie entre trois organismes : l'Agence Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse, l'Office franco-québécois pour la jeunesse et l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse.
24. Le dirigeant de cet organisme a une tâche répartie entre trois organismes : l'Agence Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse, l'Office franco-québécois pour la jeunesse et l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse.
25. La Société de financement des infrastructures locales du Québec n'a pas d'employés, bien que sa loi constitutive lui permette d'en avoir jusqu'à cinq.
26. La Société Eeyou de la Baie-James n'avait pas de personnel au 31 mars 2006.
27. Les actifs de la Société Innovatech Régions ressources ont été transférés le 8 juillet 2005 à une nouvelle société en commandite qui porte le nom de Desjardins – Innovatech S.E.C. L'organisme faisait partie, au 31 mars 2006, de la liste du Secrétariat aux emplois supérieurs du ministère du Conseil exécutif, et c'est la raison pour laquelle il est répertorié ici.
28. Cet organisme est de nature privée, bien que certaines nominations relèvent du gouvernement du Québec.
29. Les fonctions du Tribunal des professions sont exercées, au besoin, par des juges de la Cour du Québec désignés à cet effet.

LISTE DES FIGURES

Figure 1	Répartition de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2006	14
Figure 2	Répartition de l'effectif régulier des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2006	15
Figure 3	Répartition de l'effectif occasionnel des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2006	16
Figure 4	Répartition de l'effectif des ministères au 31 mars 2006	17
Figure 5	Répartition de l'effectif des organismes gouvernementaux au 31 mars 2006	18
Figure 6	Répartition des sous-ministres au 31 mars 2006	20
Figure 7	Répartition du personnel de haute direction (fonction publique) au 31 mars 2006	21
Figure 8	Répartition de l'ensemble du personnel d'encadrement au 31 mars 2006	25
Figure 9	Évolution et répartition de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux du 31 mars 2004 au 31 mars 2006	25
Figure 10	Évolution et répartition de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux du 31 mars 1996 au 31 mars 2006	25
Figure 11	Évolution et répartition du personnel d'encadrement du 31 mars 2004 au 31 mars 2006	26
Figure 12	Répartition des sièges sociaux des organismes gouvernementaux au 31 mars 2006	29
Figure 13	Évolution et répartition des sièges sociaux des organismes gouvernementaux du 31 mars 2004 au 31 mars 2006	34
Figure 14	Évolution et répartition des sièges sociaux des organismes gouvernementaux du 31 mars 1996 au 31 mars 2006	34

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1	Répartition de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2006	14
Tableau 2	Répartition de l'effectif régulier et occasionnel des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2006	15
Tableau 3	Répartition de l'effectif entre les ministères et les organismes gouvernementaux au 31 mars 2006	17
Tableau 4	Répartition des sous-ministres au 31 mars 2006	19
Tableau 5	Répartition du personnel de haute direction (fonction publique) au 31 mars 2006	20
Tableau 6	Répartition du personnel d'encadrement des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2006	21
Tableau 7A	Évolution et répartition de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux du 31 mars 1996 au 31 mars 2004 (en nombre)	23
Tableau 7B	Évolution et répartition de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux du 31 mars 1996 au 31 mars 2006 (en pourcentage)	24
Tableau 8	Évolution et répartition du personnel d'encadrement des ministères et des organismes gouvernementaux du 31 mars 2004 au 31 mars 2006	24
Tableau 9	Répartition des sièges sociaux des organismes gouvernementaux au 31 mars 2006	28
Tableau 10	Répartition des organismes gouvernementaux dont le rayonnement est national, au 31 mars 2006	31
Tableau 11A	Évolution et répartition des sièges sociaux des organismes gouvernementaux du 31 mars 1996 au 31 mars 2006 (en nombre)	33
Tableau 11B	Évolution et répartition des sièges sociaux des organismes gouvernementaux du 31 mars 1996 au 31 mars 2006 (en pourcentage)	33